

IMMOBILIER
Un grand dossier sur le secteur immobilier dans le Grand Montréal sur lapresseaffaires.cyberpresse.ca/mtlimmobilier

AGENDA
Consultez notre calendrier d'affaires sur lapresseaffaires.cyberpresse.ca/agenda

BLOGUE
Le fossé se creuse au Canada. Lisez Sophie Cousineau sur lapresseaffaires.cyberpresse.ca/cousineau

LA PRESSE AFFAIRES



UN NOUVEAU PLATTSBURGH?
L'AÉROPORT DE BROMONT VEUT OFFRIR DES VOLS COMMERCIAUX **PAGE 5**

CAPITAL HUBBLE: RECOURS COLLECTIF
LA CHRONIQUE DE MICHEL GIRARD **PAGE 10**

S&P TSX 12 205,48 +56,65 (+0,47%)	S&P 500 1172,87 +10,60 (+0,91%)	DOW JONES 11 105,85 +44,73 (+0,40%)	PÉTROLE 90,21 \$US +2,02 \$US (+2,29%)	DOLLAR 101,48 +0,68 ¢US
--	--	--	---	--------------------------------------

INÉGALITÉS DE REVENUS

Le fossé s'élargit plus vite au Canada qu'aux États-Unis

HÉLÈNE BARIL

L'écart entre riches et pauvres est en croissance, ce qui ne surprendra peut-être personne. Ce qui est plus surprenant, par contre, c'est que le fossé s'est élargi plus rapidement

au Canada qu'aux États-Unis depuis le milieu des années 90. C'est ce qu'indique le Conference Board dans une étude publiée hier. Le Canada reste un pays plus égalitaire que les États-Unis, explique Anne Golden, présidente et

chef de la direction de l'organisme, mais l'écart de revenus entre les plus riches et les plus pauvres s'est accru plus vite au Canada entre 1995 et 2010. Le fossé entre riches et pauvres peut se creuser parce que les nantis deviennent plus

riches, ou que les pauvres s'appauvrissent, ou les deux à la fois. Au Canada, la tranche des 20% les plus favorisés s'est enrichie davantage, précise le Conference Board. Ces 20% de la population accaparent 40% des revenus totaux.

Les plus pauvres se sont aussi enrichis pendant la période, mais très peu, ce qui fait que l'écart s'est agrandi entre les deux.

Le scénario est le même partout dans le monde. En fait, 72% de la population mondiale vit dans des pays où les inégalités de revenus ont crû, 22% a expérimenté une diminution des inégalités, et 7% de la population n'a vécu aucun changement. En général, les pays les plus égalitaires, comme le Canada, mais aussi la Suède, la Finlande et le Danemark, sont aussi ceux où les inégalités ont augmenté le plus rapidement depuis 15 ans.

Voir **FOSSÉ** en page 4

Hydro dans la ligne de mire du fisc

FRANCIS VAILLES

Les entreprises de construction et les restaurateurs ne sont pas les seuls à être dans la ligne de mire du fisc. Revenu Québec montre aussi les dents contre la plus importante société d'État du Québec: Hydro-Québec.

Sans tambour ni trompette, un litige entre les deux organismes du gouvernement a surgi devant les tribunaux, le printemps dernier. Le débat fiscal en Cour du Québec porte sur la comptabilisation de près de 800 millions de dollars de dettes et de profits dans les états financiers d'Hydro pour les années 2004, 2005 et 2006.

En vertu de sa loi constitutive, Hydro-Québec ne paie ni taxe ni impôts pour elle-même et les filiales dont elle détient au moins 90% des actions. Par contre, la société d'État doit payer une taxe sur le capital. En fiscalité, le capital est essentiellement la somme des dettes à long terme d'une entreprise, en plus de ses bénéfices.

Revenu Québec estime qu'Hydro-Québec a omis d'inclure dans son capital sa quote-part de la dette de six importantes filiales, de même que sa quote-part de leurs bénéfices.

Revenu Québec estime qu'Hydro a omis d'inclure dans son capital sa quote-part de la dette de six importantes filiales, de même que sa quote-part de leurs bénéfices. L'ajout de ces quotes-parts aurait augmenté sa dette de 302 millions et ses bénéfices de 488 millions, pour un total de 790 millions.

Selon nos estimations, l'ajout de ce montant de 790 millions dans son calcul du capital fiscal aurait augmenté ses versements de taxe sur le capital de 4,7 millions de dollars pour l'ensemble des trois années.

Selon Hydro, le fisc a toujours reconnu que le calcul de son «capital versé» se faisait avec l'exclusion des participations dans les coentreprises. Les entreprises en cause avaient pour la plupart leurs activités à l'étranger. Il s'agit de Consortio Transmataro, Empresa de Generacion, Electrica Fortuna, Bucksport Energy, Hidroelectrica Rio Lajas, Directlink et HQI-China.

Voir **HYDRO** en page 4



PLUS CHER, LE SPORT AU PETIT ÉCRAN?

VINCENT BROUSSEAU-POULIOT

Plus de chaînes sportives au petit écran québécois. Plus d'émissions, plus de choix, plus d'opinions. Mais peut-être aussi une plus grosse facture de câble, prévient l'Union des consommateurs.

«C'est évident que ces nouvelles chaînes ne feront pas diminuer le prix du câble, dit Anthony Hémond, analyste spécialisé en télécommunications à l'Union des consommateurs, un groupe de

défense des droits des consommateurs. Il y aura des surenchères pour les droits entre les chaînes et il faudra les rentabiliser. Il y aura une bagarre pour les droits et c'est sûr que les distributeurs vont vouloir faire payer les consommateurs. Si RDS diffuse le hockey et TVA Sports le football, le consommateur qui aime les deux devra s'abonner aux deux chaînes.»

Plusieurs indices sont annonciateurs d'une éventuelle hausse du prix du câble pour les amateurs de sport francophones. Au

Canada anglais, TSN et Sportsnet se sont livrés à une concurrence féroce à l'écran au cours des dernières années. Leurs redevances par abonné ont augmenté de 10,4% pour TSN et de 20,1% pour Sportsnet entre 2008 et 2010, selon les chiffres du Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes (CRTC).

Voir **SPORT** en page 4

LA SUITE DE NOTRE DOSSIER EN PAGES 2 ET 3

CHEVROLET SILVERADO

JUSQU'À 10 000\$ DE RABAIS

SPRINT FINAL 2011

CHEVROLET GMC BUICK

CHEVROLET CRUZE

0% D'INTÉRÊT JUSQU'À 48 MOIS

LAPRAIRIE 150, BOUL. TASCHEREAU
A 5 MINUTES DU PONT CHAMPLAIN
450-659-5471 WWW.VISIONCHEV.COM

VISION
CHEVROLET BUICK GMC CADILLAC

DELSON 30, ROUTE 132
A 5 MINUTES DU PONT MERCIER
450-632-2222 WWW.VISIONAUTOMOBILE.COM

* 0% s'applique sur certains modèles voir détails en magasin.

LA BATAILLE DES CHÂNES SPORTIVES

RDS SE FAIT BOUSCULER

L'arrivée de TVA Sports vient changer le paysage télévisuel sportif québécois. Aux prises avec un nouveau concurrent, RDS lance aussi une nouvelle chaîne de sport. Seule Radio-Canada reste sur la touche pour l'instant avec son projet de chaîne spécialisée de sport, mais la société d'État ne renonce pas à son mandat sportif pour autant. État des forces sportives au petit écran.



VINCENT BROUSSEAU-POULIOT

Un nouveau concurrent, TVA Sports. Une nouvelle petite soeur, RDS 2. Des nouveaux studios, aménagés au coût d'une quinzaine de millions de dollars. Reine du sport au petit écran québécois, la chaîne RDS vit la rentrée télévisuelle la plus mouvementée de ses 22 ans. Une rare rentrée où elle perdra des cotes d'écoute.

« Au début, c'est sûr qu'il y aura un petit recul des cotes d'écoute, dit Gerry Frappier, président de RDS. C'est naturel. Nous ne pouvons pas penser que notre bulletin de

que c'est TVA qui a devancé ses affaires à cause de RDS 2, dit-il. L'annonce de la création de TVA Sports a eu lieu un mois après qu'on ait été voir Vidéotron pour faire distribuer RDS 2. »

La formule de RDS 2? Offrir plus de contenu aux amateurs de sport, qui font parfois les frais de conflits d'horaire dans la programmation de RDS. À titre d'exemple, RDS 2 offrira les matchs du *Monday Night Football* dans la NFL. « Nous allons toujours privilégier RDS pour nos propriétés d'envergure, dit Gerry Frappier. Sur RDS 2, nous aurons des événements sportifs que nous ne pouvions pas placer à RDS en raison de la densité de la programmation. »

D'ici un an, Gerry Frappier espère que RDS 2 rejoindra 1,4 million de foyers au

Sports n'est pas distribuée par Bell TV. « J'ai l'impression que les intérêts commerciaux vont pousser tout le monde à s'entendre éventuellement, mais je ne paniquerai pas si RDS 2 n'a pas d'entente (de distribution avec Vidéotron) », dit Gerry Frappier.

Plusieurs changements auront lieu cet automne à la chaîne principale. En plus de mettre fin à son traditionnel bulletin de nouvelles *Sports 30* et de remanier la formule de son 5 à 7, RDS a remplacé Benoit Brunet par Marc Denis à l'analyse des matchs du Canadien. Le réseau a aussi embauché l'ancien capitaine du Canadien Vincent Damphousse, accusé en avril

dernier de voies de faits contre son ancienne conjointe (elle aussi accusée au criminel). Il s'ira son procès en 2012. « Vincent est accusé mais il n'est présentement coupable de rien, dit Gerry Frappier. Je connais bien Vincent et j'ai confiance qu'il va s'en sortir. Si jamais il est coupable de quelque chose, on verra rendu là. Mais il est compétent et très bon en ondes. Ne pas l'engager à cause des accusations, ce serait le rendre coupable avant les faits. »

PROGRAMMATION DE RDS

- ▶ 82 matchs du Canadien de Montréal
- ▶ 15 matchs des Sénateurs d'Ottawa, 35 matchs de la LNH et les séries éliminatoires de la LNH
- ▶ Une trentaine de matchs de la NFL
- ▶ 18 matchs des Alouettes de Montréal et la Coupe Grey
- ▶ Jeux olympiques d'été de Londres en 2012
- ▶ 19 Grand Prix de Formule 1, 30 courses NASCAR
- ▶ Tournois du Grand Chelem au tennis et au golf
- ▶ Baseball majeur, incluant les Séries mondiales
- ▶ Tour de France à compter de 2012
- ▶ 10 matchs de l'Impact de Montréal à compter de 2012

La formule de RDS 2? Offrir plus de contenu aux amateurs de sport.

nouvelles sportives ne sera pas affecté par un concurrent qui lance aussi un bulletin de nouvelles sportives. »

Comme TVA, RDS offre aussi une nouvelle chaîne spécialisée cet automne aux amateurs de sport francophones. Lancée le 7 octobre prochain, RDS 2 est-elle une riposte à TVA Sports? Plutôt le contraire, assure Gerry Frappier, qui préparait le plan d'affaires de RDS 2 depuis deux ans. « Je pense plutôt

Québec, soit le même nombre d'abonnés que RIS, son réseau de nouvelles sportives en continu. La chaîne principale a 3,2 millions d'abonnés, mais elle est la seule des trois à diffuser en analogique, un signal encore utilisé par environ le quart des foyers au Québec. « Le plan d'affaires de RDS 2 prévoit une rentabilité d'ici cinq ans », dit Gerry Frappier.

Pour l'instant, RDS 2 n'a pas d'entente de distribution avec Vidéotron, tout comme TVA

PROGRAMMATION DE RDS 2

- ▶ 6 matchs des Sénateurs d'Ottawa
- ▶ 38 matchs de la NFL
- ▶ 34 matchs de la Ligue canadienne de football
- ▶ 38 courses NASCAR
- ▶ Soccer de la Premiership (Angleterre) et de la MLS (États-Unis)

PROGRAMMATION DE RIS

- ▶ 32 matchs de la LN

PENDANT CE TEMPS, À RADIO-CANADA...

VINCENT BROUSSEAU-POULIOT

Radio-Canada ne suivra pas TVA dans l'univers des chaînes spécialisées sportives au cours de la prochaine année.

La société d'État possède deux licences pour des chaînes spécialisées de sport, l'une en français depuis l'été 2010, l'autre en anglais depuis l'été 2008. Aucun lancement n'est prévu au cours de la prochaine année. « Ce n'est pas dans nos priorités », dit François Messier, directeur de Radio-Canada Sports. La société d'État lancera plutôt à l'hiver 2012 EXPLORA, une chaîne spécialisée sur la santé, l'environnement, la nature et la science.

À défaut d'avoir une chaîne spécialisée de sport, Radio-Canada ne veut pas abandonner son mandat sportif. « Nous voulons être plus significatifs dans notre rôle de diffuseur public, dit François Messier. Comme nous n'avons pas de chaîne spécialisée, nous ne pouvons pas diffuser des tonnes de sport mais nous devons avoir des lignes directrices. Nous voulons faire rayonner nos athlètes, nous voulons faire davantage dans la collecte d'information que dans le commentaire. Nous voulons faire du sport pour l'ensemble des Canadiens, pas seulement pour les amateurs de sport. »

Bien sûr, Radio-Canada diffusera moins de sport que TVA Sports. Mais François Messier juge que la qualité de sa programmation se compare avantageusement à celle de son nouveau concurrent. Radio-Canada détient les droits pour la prochaine Coupe du monde de soccer en 2014. Le samedi après-midi, la plage horaire habituellement réservée aux sports, Radio-Canada diffuse notamment du football universitaire québécois, des

épreuves de Coupe du monde de ski alpin, du plongeon, de l'athlétisme et de la natation. TVA Sports misera davantage sur le hockey des Sénateurs, le baseball des Blue Jays et les sports de combat comme la boxe et le UFC. « Il n'y a rien pour jeter le public à terre dans la grille de TVA Sports, dit François Messier. Il y a beaucoup de commentaire et d'opinion, les matchs de l'Impact ne seront diffusés que l'année prochaine... »

Une nouveauté pour les amateurs de sport cet automne à Radio-Canada: le bulletin d'information du sport en fin de soirée a été allongé à 20 minutes par jour durant la semaine. Par contre, le hockey de la LNH est absent de la grille horaire de la société d'État depuis 2004. Et la situation ne changera pas avant la fin du contrat d'exclusivité de RDS avec le Tricolore en 2013-2014. « Nous restons à l'affût, surtout que CBC est actuellement un diffuseur du hockey de la LNH », dit François Messier, qui dirige environ 70 employés au service français des sports de Radio-Canada.

PROGRAMMATION DE RADIO-CANADA SPORTS

- ▶ Coupe du monde de soccer en 2014
- ▶ Football universitaire québécois jusqu'en 2012
- ▶ Week-end final de la Coupe Rogers jusqu'en 2015
- ▶ Épreuves de la Coupe du monde de ski alpin
- ▶ Émission *Droit au but* animée par Sébastien Benoit le samedi soir à 22h30

Usain Bolt
AFP PHOTO

LA BATAILLE DES CHÂNES SPORTIVES



PHOTO BERNARD BRAULT, LA PRESSE

Bell et Radio-Canada présenteront une candidature commune pour la diffusion des Jeux olympiques de Sotchi en 2014 et de Rio de Janeiro en 2016.

Attentes modestes pour TVA Sports

VINCENT
BROUSSEAU-POULIOT

Le Groupe TVA a des attentes financières modestes envers sa nouvelle chaîne sportive TVA Sports, qui ne fera pas de profits ni de cotes d'écoute millionnaires comme RDS avant quelques années.

«Plusieurs personnes pensaient que nous attendrions la venue possible des Nordiques (pour lancer TVA Sports), mais nous avons analysé le marché et il faut démarrer la chaîne maintenant», dit Pierre Dion, président et chef de la direction du Groupe TVA, en entrevue à *La Presse Affaires*.

Quebecor n'a pas dévoilé le montant exact de son investissement initial «de plusieurs millions de dollars» nécessaire pour lancer TVA Sports. Pierre Dion pense qu'il s'agit du plus important lancement d'une chaîne spécialisée francophone au plan financier depuis LCN en 1997. Environ 100 personnes, dont les chroniqueurs sportifs Dave Morissette, Réjean Tremblay et Yvon Pedneault, ont été embauchés. La rentabilité de TVA Sports devra attendre

«plusieurs années», selon Pierre Dion.

«Ça pourrait être rentable, mais ce sera difficile au début, dit David McFadgen, analyste financier pour la firme torontoise Cormark Securities, qui suit le titre de Quebecor. Les licences pour diffuser les événements sportifs coûtent cher. Cette nouvelle chaîne ne chan-

pour le Tricolore. Un écart qui incite le grand patron de TVA à la prudence au jeu des comparaisons. «Nous n'avons pas essayé de faire des comparaisons (avec RDS), dit Pierre Dion. Quand tu montes une chaîne en quatre mois, tu dois te concentrer sur ton produit. Ce sera aux téléspectateurs de faire les comparaisons.»

« Quand tu montes une chaîne en quatre mois, tu dois te concentrer sur ton produit. Ce sera aux téléspectateurs de faire les comparaisons. » — Pierre Dion, du Groupe TVA

gera pas grand-chose à l'ensemble des activités de Quebecor, mais elle pourrait permettre d'attirer des nouveaux clients grâce à son nouveau contenu.»

Les matchs du Canadien étant sous contrat avec RDS jusqu'à la fin de la saison 2013-2014, TVA Sports s'est rabattu sur 38 matchs des Sénateurs d'Ottawa pour les 3 prochaines saisons. L'an dernier, les Sénateurs ont attiré en moyenne 133 000 téléspectateurs à RDS, contre 797 000 téléspectateurs en moyenne en saison régulière

À moyen terme, le réseau aimerait être le diffuseur de trois équipes de la LNH, dont le Tricolore après la saison 2013-2014. «TVA Sports va être là (pour les prochaines négociations des droits du Tricolore), dit Pierre Dion. S'il y a le retour des Nordiques, on l'espère tous, nous serons aussi intéressés. Je crois sincèrement que nous pouvons cohabiter avec trois équipes de la LNH (Ottawa, Montréal, Québec) à notre antenne.»

Par contre, silence radio chez TVA Sports dans le dossier

olympique. Bell et Radio-Canada présenteront une candidature commune pour la diffusion des Jeux olympiques de Sotchi en 2014 et de Rio de Janeiro en 2016.

TVA Sports veut notamment se différencier de RDS en intégrant plus de femmes à l'écran et en diffusant plus d'événements sur place plutôt qu'en studio. «Nous avons plusieurs visages féminins qui amènent beaucoup de fraîcheur. C'est quelque chose qu'on ne voyait pas ici avant. Nous aurons un beau mix, comme aux États-Unis et au Canada anglais. Quant aux productions sur place, elles peuvent coûter jusqu'à trois fois plus cher, mais nous voulons être différents», a dit Pierre Dion lundi.

D'ici un an, TVA Sports aimerait rejoindre 1 million de foyers, comparativement à 3,2 millions actuellement pour RDS et 1,4 million pour sa petite sœur RIS. La chaîne sportive de Quebecor sera offerte par deux des quatre plus importants distributeurs au Québec, Vidéotron et Shaw Direct, mais TVA Sports n'a pas d'entente avec Bell Télé et Cogeco. «Toute la pérennité de TVA Sports est en jeu, dit Pierre Dion. Appelez votre distributeur

et exigez d'avoir TVA Sports. Nos demandes sont raisonnables. La pression est maintenant du côté des distributeurs.»

«Nous continuons les discussions et sommes intéressés à offrir TVA Sports, mais dans le meilleur intérêt de nos clients. Il faut que le rapport qualité-prix soit là», dit René Guimond, vice-président des communications de Cogeco. Bell Média est «toujours en discussion avec TVA Sports», selon sa porte-parole Jacqueline Michelis.

PROGRAMMATION DE TVA SPORTS

- ▶ 38 matchs des Sénateurs d'Ottawa
- ▶ 25 matchs de l'Impact de Montréal à compter de 2012
- ▶ 60 matchs des Blue Jays de Toronto en 2012 (12 matchs en 2011)
- ▶ Galas de boxe d'Interbox et de GYM
- ▶ Soirées UFC le samedi soir
- ▶ 15 matchs de hockey junior, en plus de la Coupe Memorial
- ▶ Red Bull Crashed Ice de Québec
- ▶ Soccer de la Ligue des Champions

ROGERS JETTE L'ÉPONGE EN FRANÇAIS

Y a-t-il de la place pour une autre chaîne sportive au Québec? Pas pour Rogers, qui préfère s'associer à TVA Sports plutôt que de lancer un pendant francophone à sa chaîne Sportsnet.

«Ça faisait plus de sens de s'associer avec TVA que d'aller leur faire concurrence dans leur cour arrière. Il y a de la place pour un gros deuxième joueur comme TVA Sports dans le marché sportif francophone, mais ce serait très difficile

pour un troisième joueur. En plus, nous voulions une chaîne francophone principalement pour négocier les droits de diffusion au Canada dans les deux langues», dit Scott Moore, président de la télédiffusion de Rogers Media, qui a obtenu une licence pour lancer une chaîne sportive francophone l'été prochain.

Lire la version longue de cet article sur www.cyberpresse.ca/rogerstele

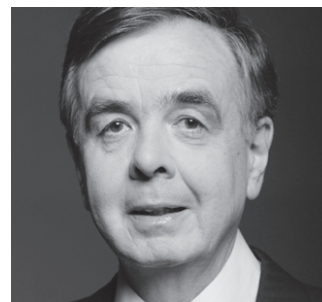
	RDS	RDS 2	RIS	TVA Sports	TSN et TSN 2	Sportsnet	The Score
Propriétaire	Bell Média	Bell Média	Bell Média	Groupe TVA	Bell Média	Rogers	Score Media
Revenus (en millions \$)	119,6	nd	10,2	nd	267,7	216,9	39,2
Profits (en millions \$)	24,3	nd	3,7	nd	42,4	47,1	5,5
Nombre d'abonnés (en millions)	3,2	objectif: 1,4 million d'ici 1 an	1,4	objectif: 1 million d'ici 1 an	9,2	9,1	7
Redevances mens. moyennes par abonné	1,46\$	nd	0,50\$	nd	1,23\$	1,22\$	0,18\$

Notes: Les profits sont les bénéfices avant impôts. Les redevances mensuelles sont celles versées par les câblodistributeurs et les distributeurs de télé satellite.
Source: CRTC

KORN/FERRY INTERNATIONAL

AVIS DE NOMINATION

Korn/Ferry International, un fournisseur mondial de premier plan de solutions de gestion de talents, est heureuse d'annoncer la nomination de Jean-Claude Lauzon au poste de vice-président et la nomination de Brigitte Simard au poste d'associée directrice du bureau de Montréal.



JEAN-CLAUDE LAUZON



BRIGITTE SIMARD

M. Lauzon a dirigé avec succès le bureau de Montréal pendant 8 ans. Il se concentrera dorénavant au recrutement de cadres supérieurs et membres de conseil d'administration, tout en continuant à développer et à maintenir d'excellentes relations d'affaires au niveau de la province du Québec. M. Lauzon est Fellow de l'Ordre des psychologues du Québec et de l'Ordre des administrateurs agréés du Québec (FCMC). Il est président de La Confédération mondiale sur la science de la productivité (WCPS).

Mme Simard est membre du comité exécutif canadien de Korn/Ferry. Elle possède une grande connaissance des secteurs d'activités liés aux technologies de l'information, aux télécommunications, aux services financiers et d'experts-conseils. Mme Simard est vice-présidente et membre du conseil d'administration du Y des Femmes du Grand Montréal. Elle est également membre du conseil d'administration de l'Association des anciens de McGill, du Cercle Canadien et du Musée Stewart. À titre de membre de l'International Women's Forum, elle est très active dans la communauté d'affaires de Montréal.

Korn/Ferry International, avec plus de 80 bureaux dans 40 pays, procure un éventail de solutions qui aident ses clients à identifier, recruter, déployer, développer et retenir les hauts dirigeants.

LA PRESSE AFFAIRES

À L'AGENDA

■ PRÉVISIONS ■ RÉEL BPA: bénéfice par action K: millier M: million G: milliard

AUJOURD'HUI

Ventes au détail anticipées
(É.-U.) août: **0,2%**
juillet: **0,5%**

Dollarama BPA 2T: **45¢**
Empire Co. BPA 1T: **1,29\$**
Ascena Retail Group BPA 4T: **49¢US**

LUNDI 19 SEPTEMBRE

Lennar Corp. BPA 3T: **11¢US**
Accurray BPA 4T: **6¢US**

DEMAIN

Indice prix consommation (annuel)
(É.-U.) août: **3,6%**
juillet: **3,6%**

Research In Motion BPA 2T: **91¢**
Pier 1 Imports BPA 2T: **14¢US**
Diamond Foods BPA 4T: **45¢US**

MARDI 20 SEPTEMBRE

Permis de construire (mensuel)
(É.-U.) août: **-2,7%**
juillet: **-3,2%**

AutoZone BPA 4T: **6,96\$US**
Adobe Systems BPA 3T: **54¢US**
Oracle Corp. BPA 1T: **47¢US**

VENDREDI 16 SEPTEMBRE

Ind. de confiance du consommateur
(sondage Univ. du Michigan)
(É.-U.) 1ère moitié sept.: **55,9**
2^e moitié août: **55,7**

Alterra Power BPA 4T: **2¢**
NetSol Technologies BPA 4T: **-2¢US**

MERCREDI 21 SEPTEMBRE

Ventes de logements existants
(mensuel) (É.-U.) août: **1,7%**
juillet: **-3,5%**

Gennum Corp. BPA 3T: **15¢**
Orbit Garant Drilling BPA 4T: **10¢**
General Mills BPA 1T: **63¢US**

Source: Bloomberg

POUR NOUS JOINDRE

La Presse Affaires, 7, rue Saint-Jacques, Montréal (Québec) H2Y 1K9
lpa@lapresseaffaires.com

SUDOKU

Ce jeu est une réalisation de Ludipresse. Pour plus d'informations:
www.les-mordus.com ou écrivez-nous à info@les-mordus.com

	1		8		6	
3			5			
4				2	7	
	8				5	
6			5	2	4	9
	2					1
			1		5	9
6		2				
4	2					8

Placez un chiffre de 1 à 9 dans chaque case vide. Chaque ligne, chaque colonne et chaque boîte 3x3 délimitée par un trait plus épais doivent contenir tous les chiffres de 1 à 9. Chaque chiffre apparaît donc une seule fois dans une ligne, dans une colonne et dans une boîte 3x3.

Solution du dernier sudoku

7	4	5	3	2	9	1	8	6
8	2	9	6	5	1	4	3	7
6	3	1	4	8	7	5	9	2
4	5	2	7	3	8	6	1	9
3	7	8	9	1	6	2	5	4
1	9	6	2	4	5	3	7	8
9	1	7	5	6	4	8	2	3
2	8	4	1	7	3	9	6	5
5	6	3	8	9	2	7	4	1

Niveau de difficulté : DIFFICILE

2081

Par Fabien Savary 2080

Plus cher, le sport au petit écran?

SPORT

suite de la page 1

Durant cette même période, les redevances par abonné versées à RDS ont diminué de 5,2 %. RDS touche les redevances les plus élevées par abonné parmi les chaînes sportives au pays (1,46 \$ par mois en 2010), même devant TSN (1,23 \$ par mois) et Sportsnet (1,22 \$ par mois).

En juin dernier, Cogeco a écrit au CRTC pour lui faire part que Bell Média, propriétaire de RDS et TSN, demandait une hausse de ses redevances de plus de 85 % pour renouveler les ententes de distribution de ses chaînes les plus populaires. Cogeco, qui ne veut pas commenter publiquement le dossier, n'a pas identifié les chaînes en question.

Le Groupe TVA, qui a lancé TVA Sports lundi, croit au contraire que la concurrence profitera au consommateur. Surtout les clients

choisir des chaînes à la carte et des forfaits sur mesure, permet à nos clients d'avoir une plus grande liberté et une capacité de contrôler leur facture à la hauteur de leurs besoins », a indiqué Isabelle Dessureault, vice-présidente des affaires corporatives de Vidéotron.

Le lancement de TVA Sports a été rendu possible par la fin du monopole réglementaire de RDS en octobre 2008. « RDS était peut-être un monopole réglementaire, nous avons toujours eu des concurrents, dit Gerry Frappier, président de RDS. TVA fait de la boxe depuis longtemps, Radio-Canada diffuse le football universitaire, il fut une époque où trois réseaux diffusaient les matchs du Canadien, et les Jeux olympiques ont déjà été à TVA et à Radio-Canada. »

Selon RDS, l'arrivée de TVA Sports ne fait pas monter les enchères pour l'instant. Surtout parce que les émis-

« Un monopole n'est pas bon. Les téléspectateurs, les athlètes, les ligues professionnelles et les artisans du journalisme sportif profitent tous d'une saine concurrence », dit Pierre Dion, président et chef de la direction du Groupe TVA.

de Vidéotron, qui pourront inclure TVA Sports dans leur forfait sur mesure après la fin de la période de débrouillage le 30 novembre. « Un monopole n'est pas bon. Les téléspectateurs, les athlètes, les ligues professionnelles et les artisans du journalisme sportif profitent tous d'une saine concurrence », dit Pierre Dion, président et chef de la direction du Groupe TVA.

Selon Vidéotron, les forfaits sur mesure permettent de limiter la hausse du coût du câble malgré la création de nouvelles chaînes spécialisées. « Nous gérons rigoureusement nos coûts, mais nous subissons des hausses qui découlent des augmentations du coût des redevances de certaines chaînes. L'arrivée de nouvelles chaînes nous permet de bonifier nos forfaits aux bénéfices de nos clients. La possibilité de

sions les plus populaires de RDS sont encore sous contrat pendant plusieurs années. « Deux entités intéressées à un contenu, ça va créer de la surenchère dans une certaine mesure, dit Gerry Frappier. TVA a très bien fait son travail et est allé chercher ce qui était disponible. Mais la vaste majorité des propriétés les plus intéressantes sont déjà acquises et ces contrats ne viennent pas à échéance à court terme. »

RDS détient les droits des matchs du Canadien jusqu'à la fin de la saison 2013-2014, en plus d'avoir des ententes à long terme avec la NFL et les Alouettes de Montréal. TVA Sports lui a ravi 25 matchs de l'Impact dans la MLS à partir de 2012, mais RDS a toujours le choix des 10 premiers matchs de l'Impact en saison régulière, en plus des matchs de séries éliminatoires.

Hydro dans la ligne de mire du fisc

HYDRO

suite de la page 1

Hydro détenait entre 10 et 69 % de ces entreprises entre 2004 et 2006. La quote-part des bénéfices annuels pour Hydro a oscillé entre 3,6 millions (Hydroelectrica, 2004) et 128 millions (Directlink, 2004).

Pour convaincre le fisc, Hydro soutient que les coentreprises ne sont pas des filiales, puisqu'elle n'a pas le contrôle de leurs décisions stratégiques, en vertu des conventions d'actionnaires.

Une bataille vaine?

Quoi qu'il en soit, le gouvernement du Québec a-t-il quelque chose à gagner que deux de ses organismes se chamaillent devant les tribunaux? Les fonds de l'un et de

l'autre aboutissent tôt ou tard dans les coffres de l'État et, au bout du compte, le gouvernement n'empochera pas un sou de plus que ce soit Hydro ou Revenu Québec qui gagne.

« Je comprends que Revenu Québec a pour mission de collecter tous ses revenus. Elle n'a pas le choix d'appliquer les règles de façon uniforme pour tous. Mais sur le plan de l'allocation des ressources, ce n'est pas optimal. C'est clair qu'il y a de l'argent et de l'énergie qui se perdent là-dedans », souligne Luc Godbout, économiste et fiscaliste de l'Université de Sherbrooke.

Depuis cinq ans, les deux camps paient des fonctionnaires et des fiscalistes pour débattre sur cette facture de 4,7 millions de dollars. Hydro-Québec a d'ailleurs embauché les fiscalistes

réputés Wilfrid Lefebvre et Vincent Dionne, du cabinet d'avocats Ogilvy Renault.

« Il faudrait que le père de famille, autrement dit le gouvernement, intervienne pour trancher ce débat technique », dit M. Godbout.

À Hydro-Québec, le porte-parole, Patrice Lavoie, indique avoir eu recours aux tribunaux après avoir franchi avec Revenu Québec toutes les étapes prévues par les lois fiscales. L'Agence du revenu du Québec n'a pas voulu faire de commentaires.

Précisons que la taxe sur le capital a été abolie au Québec le 1^{er} janvier 2011. Le taux de la taxe était de 0,6 % du « capital versé » d'une entreprise en 2004 et 2005. Il a été réduit progressivement, passant notamment de 0,525 % en 2006 à zéro en 2011.

Le fossé s'élargit plus vite au Canada qu'aux États-Unis

FOSSÉ

suite de la page 1

L'exception du Québec

Le coefficient de Gini, qui est la mesure la plus utilisée pour évaluer les inégalités de revenus, place le Canada au milieu des pays comparables, selon le Conference Board. L'écart entre les riches et les pauvres est plus grand au Canada qu'au Danemark, en Norvège, en Suède ou en Finlande. Mais le Canada est plus égalitaire que les États-Unis, le Royaume-Uni, l'Italie et l'Australie.

Le Québec est, de toutes les provinces canadiennes, celle où les inégalités de revenus sont les moins prononcées, rappelle l'économiste Pierre Fortin, de l'Université du Québec à Montréal.

Depuis 15 ans, le coefficient qui mesure les inégalités de revenus au Québec a augmenté trois fois moins vite qu'au Canada, a-t-il calculé.

Selon lui, l'augmentation des inégalités au Canada depuis 15 ans s'explique par les politiques des gouvernements de droite en Alberta et en Ontario, de même que par le resserrement des règles de l'assurance-chômage. Au Québec, c'est essentiellement les changements à l'assurance-chômage qui expliquent la hausse des inégalités. « Depuis 1997, le coefficient de Gini du Québec est stable », a-t-il précisé.

L'augmentation des inégalités de revenus s'explique par les forces du marché, et notamment la technologie, qui a créé une grande demande pour la main-d'œuvre spécialisée, par la mondialisation et par la recherche citée par le Conference Board.

Pierre Fortin souligne que la mondialisation, en transférant les activités manufacturières vers les pays où la main-d'œuvre est moins chère, appauvrit la tranche la plus pauvre de la population des pays les plus riches.

Les pays les plus pauvres en profitent. Globalement, l'écart entre les pays riches et les pauvres a diminué depuis 15 ans, en raison de la forte croissance économique de la

Chine et de l'Inde. Selon le Conference Board, 42 % de la richesse mondiale appartient à 10 % de la population du globe, tandis que les plus pauvres, qui comptent pour 10 % de la population, ne reçoivent que 1 % de la richesse totale.

Pour faire écho à l'étude du Conference Board, des données publiées hier par l'administration américaine indiquent que le taux de pauvreté est à son niveau le plus élevé depuis 17 ans aux États-Unis.

La proportion de personnes pauvres est passée de 14,3 % en 2009 à 15,1 % en 2010. Ça représente 46,2 millions de personnes.

Le nombre d'Américains vivant dans la pauvreté est aussi à un sommet en 52 ans, soit depuis qu'on compile ce genre de statistiques.

Au Canada, les ménages se sont aussi appauvris au deuxième trimestre de 2011, selon Statistique Canada.

La valeur nette des ménages, qui représente la valeur de l'actif diminuée des dettes, a baissé de 0,3 % pendant la période. La baisse des valeurs boursières et l'augmentation de l'endettement expliquent cet appauvrissement.

Au deuxième trimestre, l'endettement des ménages canadiens est passé de 147 % de leurs revenus à 149 %.

AFFAIRES

700

710 OCCASIONS D'AFFAIRES

INVESTISSEUR(S) partenaires recherchés pour usine d'embouteillage eau de mer et eau douce aux Iles de la Madeleine 418 937-4010

NOUVEAU RESTAURANT, 1500 pi², avec terrasse, complètement équipé. Fabuleuse opportunité. 644, de Courcelles, MtL. 514 935-9693.

714 FRANCHISES

The UPS Store 

SÉMINAIRE GRATUIT SUR LE FRANCHISAGE
Mardi 20 septembre
Hôtel Mortagne
1228, rue Nobel, Boucherville, Qc
Inscrivez-vous au 1 800 661.6232
ou à www.theupsstore.ca
Les places sont limitées!
Réservez la vôtre dès aujourd'hui!

715 FINANCEMENT

1-514-241-7000 - **Sécur Finance**
Prêts hyp.: rés., localifs, comm., construction.
www.securfinance.com

715 FINANCEMENT

1^{ère} / 2^e HYPOTHÈQUE ET CONSTRUCTION
Commercial • Industriel • Résidentiel
DENCOL, 514-342-1356 (agent protégé)

HYPOTHÈQUE, 1er, 2e, 3e rang, résidentiel, commercial, etc. 514-582-7738

AVIS

800

801 AVIS LÉGAUX

AVIS DE DIVIDENDE
PRENEZ AVIS que, en date du 6 septembre 2011, GROUPE ADF INC. ayant son siège social au 300 Henry-Bessemer, Terrebonne, Québec, J6Y 1T3, a déclaré le versement d'un dividende semestriel de 0,01 \$ par action qui sera payé le 17 octobre 2011 (date de versement) aux actionnaires inscrits en date du 22 septembre 2011 (date de référence).

Terrebonne, le 14 septembre 2011.
Jean Paschini
Président du conseil d'administration et chef de la direction



CHAMBRE DE COMMERCE ITALIENNE AU CANADA
ITALIAN CHAMBER OF COMMERCE IN CANADA
CAMERA DI COMMERCIO ITALIANA IN CANADA

DÉJEUNER-CONFÉRENCE

LE FUTUR DE L'INDUSTRIE DE L'AUTOMOBILE
Leadership et innovation

En vitesse accélérée vers la croissance

Sergio Marchionne

Président et directeur général, Groupe Chrysler LLC, et Administrateur délégué et directeur général de Fiat S.p.A.

Date: Vendredi, 7 octobre 2011
Heure: 12h00 à 14h00
Lieu: Grand Salon - Fairmont Queen Elizabeth

RÉSERVEZ VOS BILLETS DÈS MAINTENANT!
514.844.4249 poste 229

PARTENAIRES



Deloitte.



À L'IMAGE DE PLATTSBURGH ET BURLINGTON

L'aéroport de Bromont veut offrir des vols de passagers

MARIE TISON

Le petit aéroport de Bromont veut suivre l'exemple de Plattsburgh et Burlington et offrir une solution de rechange à l'aéroport Montréal-Trudeau.

« Nous voulons offrir des vols de passagers afin de permettre aux résidents de la région, de la Rive-Sud à Sherbrooke, d'éviter totalement Montréal, a déclaré le directeur général de la Régie aéroportuaire régionale des Cantons-de-l'Est (RARCE), Robert Blais, dans une entrevue avec *La Presse Affaires*. La circulation est un cauchemar et les infrastructures sont douteuses. C'est plus qu'une simple question de délais: de plus en plus de gens ont peur de franchir les ponts. »

Étude

La RARCE est sur le point de commander une étude de marché pour vérifier ses hypothèses. Mais, selon M. Blais, plusieurs citoyens ont déjà fait savoir qu'ils étaient très intéressés à l'idée de partir de Bromont pour aller au Canada ou aux États-Unis.

Outre la question de la circulation, ils invoquent les délais interminables pour passer à la sécurité à l'aéroport Montréal-Trudeau, la difficulté de stationnement et la nécessité de se présenter trois heures d'avance en raison de l'achalandage de l'aéroport.

M. Blais a fait remarquer



PHOTO ADRIAN WYLD, ARCHIVES LA PRESSE CANADIENNE

Selon Robert Blais, directeur général de la Régie aéroportuaire régionale des Cantons-de-l'Est (RARCE), le potentiel de vol de passagers est là à Bromont. L'organisme veut faire une étude de marché et monter un dossier qu'il va présenter aux transporteurs, comme Air Canada, WestJet et Porter.

qu'environ un million de personnes vivent entre le pont Champlain et Sherbrooke.

« Le potentiel est là, a-t-il affirmé. Nous voulons faire une étude de marché et monter un dossier que nous allons présenter aux transporteurs, comme Air Canada, WestJet et Porter. »

Il a noté que les aéroports de Plattsburgh et Burlington avaient connu une croissance intéressante en grugeant la clientèle de Montréal-Trudeau. Il a aussi donné l'exemple de l'aéroport d'Abbotsford, en Colombie-Britannique, situé à environ une heure de Vancouver.

« WestJet a commencé par offrir un vol vers sa plaque tournante de Calgary, mais, maintenant, elle offre des vols directs vers Toronto ou Montréal, a indiqué M. Blais. Je vois un parallèle entre Abbotsford et notre aéroport. »

L'aéroport régional de

Bromont a été créé dans le cadre d'un partenariat entre trois municipalités des Cantons-de-l'Est, Bromont, Granby et Cowansville. Pour l'instant, le trafic est plutôt léger, mais sa piste peut accueillir des Boeing 737.

Le cas de Saint-Hubert

Il y a quelques années, l'aéroport de Saint-Hubert a essayé d'attirer des transporteurs commerciaux, comme Porter Airlines, sans succès. Sa croissance est maintenant menacée par une opposition organisée, qui souffre du bruit du trafic aérien, et notamment celui des écoles de pilotage.

« Nous n'avons pas les problèmes que l'aéroport de Saint-Hubert a avec les résidents, a affirmé M. Blais. Cet aéroport est situé au cœur de la ville de Saint-Hubert alors que nous sommes situés dans un parc industriel. Il n'y aura pas d'opposition à notre projet. »

Pourtant, un blogue d'opposition au projet de la RARCE a fait son apparition sur l'internet lundi. L'auteur, qui ne s'identifie pas, craint que le projet ne vienne briser la sérénité de la région.

« Voulons-nous vraiment d'un aéroport international qui transformera notre belle région en un grand centre aux routes achalandées? D'avions qui bourdonneront à longueur de journée dans nos oreilles et celles de nos enfants? », écrit-il.

À la fin de l'après-midi hier, une seule personne avait laissé un commentaire sur le blogue, une citoyenne qui s'opposait également au projet.

M. Blais a affirmé qu'il y avait effectivement une ou deux personnes qui s'étaient opposées jusqu'ici, des gens qui habitaient au bout de la piste.

« La majorité des gens que je rencontre sont favorables », a-t-il affirmé.

VACCINS CONTRE LA GRIPPE

Medicago inaugure son usine américaine

PHILIPPE MERCURE

Ce n'est pas tous les jours que de petites entreprises québécoises sont appelées en renfort par... l'armée américaine. C'est pourtant ce qui est arrivé à Medicago, qui a inauguré hier une toute nouvelle usine de production de vaccins pour la grippe en Caroline-du-Nord.

Un an après le début de la construction de cette usine financée en grande partie par le département de la Défense américain, la biotech de Québec a pris possession des lieux. Ses 37 employés ont aussitôt commencé à travailler sur leur spécialité: fabriquer des vaccins à partir de plantes.

« On est très fiers d'avoir réussi à entrer en opération moins d'un an après la première pelletée de terre », dit

Pierre Labbé, vice-président et chef de la direction financière de Medicago.

« C'est une étape qui était prévue, mais qui est quand même cruciale. L'équipe de direction continue de montrer qu'elle est capable de respecter ses promesses et ses échéanciers », commente aussi l'analyste Catherine Bouchard, de Valeurs mobilières Banque Laurentienne.

Le prochain défi de Medicago: fabriquer 10 millions de doses en un seul mois, une manœuvre destinée à prouver aux autorités américaines sa capacité à produire de grandes quantités de vaccins en cas d'urgence.

C'est justement en situation d'urgence que Medicago s'est distinguée. Son histoire, digne d'un film d'Hollywood, commence en 2009,

en pleine pandémie de grippe A (H1N1). L'entreprise québécoise attire alors l'attention en produisant un vaccin expérimental contre le virus en moins de quatre semaines, alors qu'il faut plusieurs mois aux multinationales pour faire de même.

Le coup d'éclat a payé. Un an et demi plus tard, la Defense Advanced Research Projects Agency (DARPA), une agence du département de la Défense américain, attribuait 21 millions US à l'entreprise pour fabriquer une usine de calibre mondial de 97 000 pieds carrés aux États-Unis.

But de la chose: permettre aux autorités américaines de « répondre aux menaces biologiques émergentes et inattendues ».

À l'époque de l'annonce, un analyste avait affirmé à *La*

Presse Affaires qu'il s'agissait là de « l'une des plus importantes nouvelles dans le secteur de la santé au Québec et même au Canada depuis un certain nombre d'années ».

Les vaccins produits par Medicago font encore l'objet de tests sur les patients et ne sont pas encore approuvés pour la commercialisation. Selon l'analyste Catherine Bouchard, l'entreprise pourrait commencer à toucher des revenus en 2013, peut-être avant si une pandémie

de grippe se déclare et que l'entreprise est mise à contribution pour l'enrayer.

L'analyste croit que Medicago pourrait éventuellement faire l'objet d'une offre d'achat de multinationales comme GlaxoSmithKline ou sanofi pasteur si elle en vient un jour à concurrencer sérieusement leurs activités.

Le marché a bien réagi à l'inauguration de l'usine, l'action de Medicago gagnant 4 cents, ou 6,7% hier, pour atteindre 64 cents.

Christian Drapeau se joint à Gowlings

Gowling Lafleur Henderson S.E.N.C.R.L., S.R.L. est heureuse d'accueillir Christian Drapeau en tant qu'associé à son bureau de Montréal.

M^e Drapeau est reconnu pour son expertise et son expérience dans le secteur de l'immobilier. Il a travaillé au sein de grands cabinets de Montréal et a agi en tant que conseiller de premier plan pour des institutions financières et de grandes entreprises, et ce, relativement à divers types de mandats concernant le développement, le financement, l'acquisition, le louage commercial et la gestion de propriétés commerciales et industrielles. M^e Drapeau a également été président de la section de droit immobilier de l'Association du Barreau canadien (division Québec) de 1992 à 1997.

Son talent et ses compétences feront de M^e Drapeau un ajout précieux dans le groupe Droit immobilier du cabinet.

gowlings

Gowling Lafleur Henderson S.E.N.C.R.L., s.r.l. • Avocats • Agents de brevets et de marques de commerce

gowlings.com

montréal • ottawa • toronto • hamilton • région de waterloo • calgary • vancouver • moscou • londres

On ne compte que sur les meilleurs.

Patrick Palerme
Membre du comité consultatif

François R. Roy
Membre du comité consultatif

Nous sommes heureux d'accueillir parmi nous deux professionnels de grand talent. Ils font partie du tout nouveau comité consultatif dont la tâche sera de conseiller la direction dans la réalisation du plan stratégique du cabinet. Patrick Palerme a été président de GE Capital Canada. Pendant son mandat, l'entreprise a connu une formidable croissance et maintenu une rentabilité exceptionnelle. François R. Roy a été vice-directeur à l'Université McGill. Il a géré avec succès les dossiers des finances et de la technologie de l'information. Leur venue réitère notre volonté constante de faire évoluer et de bonifier nos pratiques afin de mieux servir la communauté d'affaires.

RSM Richter Chamberland
Pour que votre vision compte.

LA PRESSE AFFAIRES

L'AVENUE MCGILL COLLEGE

La rue la plus chère pour les bureaux

ANDRÉ DUBUC

Ce sont les bureaux situés sur l'avenue McGill College qui ont les loyers les plus chers à Montréal, selon une étude d'un courtier immobilier parue hier.

L'avenue de prestige, incluant la Place Ville-Marie, serait au 5^e rang des rues les plus chères du pays avec un loyer brut moyen de 41,05 \$ le pied carré, d'après le courtier Jones Lang LaSalle. Elle se

classe au 15^e rang en Amérique du Nord.

Bay Street, à Toronto, rue Albert, à Ottawa, Burrard Street, à Vancouver, et Third Avenue, à Calgary, la devancent avec des loyers moyens plus coûteux. Dans Bay Street, la rue de la finance, le loyer brut moyen s'élève à 52,09 \$/pi². Le loyer brut inclut le loyer de base ainsi que les frais d'exploitation.

Pourquoi ces rues sont-elles si chères? En immobilier,

l'emplacement fait foi de tout. « McGill College traverse le cœur du quartier des affaires », fait remarquer Christian Guay, président de l'Immobilière Nationale, à qui on a demandé de commenter l'étude du courtier Jones Lang LaSalle.

Un autre avantage de l'avenue est sa proximité du métro. La plupart des immeubles ont un accès direct à la station de métro McGill, l'une des plus fréquentées du réseau, et au Montréal souterrain.

Quels types d'entreprises trouve-t-on sur l'avenue de prestige? Des banques, des compagnies d'assurances, des cabinets d'avocats et des sociétés en vue. Banque Laurentienne, Astral, RSM Richter Chamberland et Google ont tous en commun de partager une adresse sur l'équivalent montréalais de l'avenue des Champs-Élysées.

D'après le courtier Jones Lang LaSalle, les loyers payés de part et d'autre de l'avenue commandent une prime de près de 60 % par rapport au loyer moyen en vigueur dans la région montréalaise. La demande reste soutenue en dépit du prix plus élevé. Le taux d'occupation se situe à 8,1 % au premier semestre 2011, un taux légèrement inférieur à la moyenne régionale, plus près des 9 % à la fin du deuxième trimestre.

Après McGill College, c'est le tronçon de René-Lévesque situé entre les rues University et De la Montagne qui propose les loyers les plus chers dans le bureau, d'après Peter Mouhteros, chercheur-analyste au bureau montréalais

LE PRIX DU PRESTIGE

> Loyer moyen d'un bureau sur McGill College : 41,05 \$/pi²

> Loyer moyen dans la région de Montréal : 26,02 \$/pi²

> Écart : 57,8 %

Source : Jones Lang LaSalle

de Jones Lang LaSalle. On y trouve notamment le 1250, boulevard René-Lévesque, l'un des trois immeubles les plus chers du centre-ville. Par exemple, on y offre actuellement un bureau à louer à un loyer brut de 56 \$ du pied carré.

Cette vitalité de l'avenue McGill College survient au moment où le marché tourne à l'avantage des propriétaires avec un taux d'occupation qui poursuit sa descente et des loyers dont la hausse s'accélère.



PHOTO ARMAND TROTTIER, ARCHIVES LA PRESSE

L'avenue McGill College est la plus chère de Montréal, et la cinquième du Canada, pour les bureaux.



Les
midis-conférences
**FASKEN
MARTINEAU**
de l'Association des
MBA du Québec



L'industrie minière : mythes et réalités

M. André Gaumont
Président et chef de la direction
Mines Virginia inc.

Le **mercredi 28 septembre 2011** à 11h45
Hôtel Omni Mont-Royal, 1050, rue Sherbrooke ouest, Montréal

VISA, MasterCard,
American Express et
chèque acceptés.
Seules les annulations
reçues au moins
48 heures à l'avance
seront acceptées.

Membre régulier: 45 \$
Membre étudiant/retraité : 35 \$
Non-membre: 75 \$
Table de 8 personnes: 495 \$
(taxes non comprises)

Pour réservation: (514) 282-3810 poste 2003
Internet: ambaq.com

Nos commanditaires



TD Waterhouse

Courtage à escompte présente :

Fonds cotés en bourse destinés aux investisseurs futés

Joignez-vous à nous pour en savoir davantage sur :

- Les fonds cotés en bourse – un aperçu général
- Stratégies en matière de fonds négociés en bourse
- Convertir la volatilité des marchés en revenu

Présenté par :

Guillaume Choiniere, vice-président
Fonds cotés en bourse Horizons

Lieux :

Le mardi 20 septembre 2011 (en anglais) **de 18 h 30 à 20 h**

Complexe Pointe-Claire
755, boulevard Saint-Jean, bureau 120, Pointe-Claire

Le mercredi 21 septembre 2011 **de 18 h à 19 h 30**

Centropolis
2105, boulevard Daniel-Johnson, Laval

Le jeudi 22 septembre 2011 (en anglais) **de 18 h à 19 h 30**

Centre Eaton du centre-ville
705, rue Sainte-Catherine Ouest, bureau 1-1200, Montréal

Le mardi 27 septembre 2011 **de 18 h à 19 h 30**

Centre Eaton du centre-ville
705 Ste Catherine W, Suite 1-1200, Montréal

Le mercredi 28 septembre 2011 **de 18 h 30 à 20 h**

Quartier Dix30
9780, boulevard Leduc, bureau 5, Brossard

Le jeudi 29 septembre 2011 (en anglais) **de 18 h 30 à 20 h**

Quartier Dix30
9780, boulevard Leduc, bureau 5, Brossard

Confirmez votre présence maintenant pour réserver votre place :
1-877-TDW-RSVP (1-877-839-7787). Le nombre de places est limité.
www.tdwaterhouse.ca/francais



TD Waterhouse représente les produits et les services offerts par TD Waterhouse Canada Inc. (membre du Fonds canadien de protection des épargnants), Gestion privée TD Waterhouse Inc., Services bancaires privés TD Waterhouse (offerts par La Banque Toronto-Dominion) et Services fiduciaires privés TD Waterhouse (offerts par La Société Canada Trust). TD Waterhouse est une marque de commerce de La Banque Toronto-Dominion, utilisée sous licence. Toutes les marques de commerce appartiennent à leurs propriétaires respectifs. ^{MD} / Le logo TD et les autres marques de commerce sont la propriété de La Banque Toronto-Dominion ou d'une filiale en propriété exclusive au Canada et/ou dans d'autres pays.

Payé en partie par les FCB Horizons



Corporation de développement économique
BOIS-FRANCS (CLD)



CONGRÈS APDEQ 2011

INTELLIGENCE ÉMOTIONNELLE
Conjuguez émotions, gestion et leadership!
5 au 7 octobre, Victoriaville



Parmi les conférenciers

Chantal Lacasse,
conférencière et
auteure

Savoir-être
professionnel : un atout
essentiel

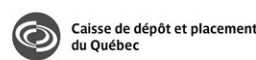
Michèle Boisvert,
directrice, La Presse
Affaires

Regard sur la Chine,
deuxième puissance
économique mondiale

Rémi Tremblay,
conférencier et
motivateur

Valoriser le capital
humain dans les
organisations

INSCRIVEZ-VOUS : APDEQ.QC.CA





Gabriel



Prestige



Président



UN GROUPE UNE FORCE

Visitez WWW.GABRIEL.CA



Audi
Vorsprung durch Technik

Poids léger.
Performance
musclée.



AUDI PRESTIGE
ON SE DÉPLACE
POUR VOUS!

Voici la toute nouvelle Audi A6 à construction hybride en aluminium.

Plus légère, plus rapide, plus sécuritaire, plus agile et plus efficace que jamais. À partir de 58 800 \$*, elle offre un meilleur rapport qualité/prix aussi. Demandez-nous un essai routier dès aujourd'hui.



AUDI PRESTIGE

5905, AUT. TRANSCANADIENNE, ST-LAURENT
WWW.AUDIPRESTIGE.COM

VILLE ST-LAURENT

514 364.7777

AUDI PRESTIGE D.D.O.

4600A BOULEVARD SAINT-JEAN, D.D.O.
WWW.AUDIPRESTIGEDDO.COM

WEST ISLAND

514 426.7777

© Audi Canada 2011. *Le PDSF de base de la Audi A6 3.0 TFSI quattro 2012 avec transmission automatique tiptronic à 8 vitesses est de 58 800 \$; transport et pré livraison (1 995 \$), immatriculation, assurances, autres frais du concessionnaire, options et taxes en sus. Modèle européen montré. « Audi », « A6 », « Vorsprung durch Technik » et l'emblème des quatre anneaux sont des marques déposées de AUDI AG. Pour en savoir plus sur Audi, voyez votre concessionnaire Audi Prestige et Audi Prestige D.D.O.



Bien sûr, vous pouvez toujours vivre sans.
Si on peut appeler cela vivre.

Porsche. Il n'y a pas de substitut.

Raison de vivre. Posséder une nouvelle Porsche à partir de 56 985 \$.

Porsche Prestige, on se déplace pour vous.

Porsche Prestige

514 356-7777
3535, ch. Côte-de-Liesse
Montréal, QC H4N 2N5
1 866 499-8911
www.porscheprestige.com
www.porsche-prestige.porschedealer.com



PORSCHE



LEXUS GABRIEL & LEXUS PRESTIGE



CT LE TOUT NOUVEAU
MODÈLE CT 200h
Prix total de Lexus 33 015 \$[†]
CT 200h 2011 TAXES ET IMMATRICULATION EN SUS

LEXUS GABRIEL
3303, Côte-de-Liesse, St-Laurent
514 747-7777

LEXUS PRESTIGE
5770, Boul. Taschereau, Brossard
450 923-7777



LOCATION À 288 \$^{*} PAR MOIS
VERSEMENT INITIAL DE 7 475 \$^{*}
DÉPÔT DE SÉCURITÉ NON REQUIS

LOCATION OU FINANCEMENT 1,8 %^{**}
JUSQU'À 48 MOIS

À TITRE INFORMATIF, LE TAUX D'INTÉRÊT ANNUEL POUR LE FINANCEMENT EST DE 4,38 %[^]

REMISE INCITATIVE À L'ACHAT COMPTANT 2 000 \$[‡]



LOCATION À 458 \$^{*} PAR MOIS
VERSEMENT INITIAL DE 9 775 \$^{*}
DÉPÔT DE SÉCURITÉ NON REQUIS

LOCATION OU FINANCEMENT 2,3 %^{**}
JUSQU'À 48 MOIS

À TITRE INFORMATIF, LE TAUX D'INTÉRÊT ANNUEL POUR LE FINANCEMENT EST DE 6,05 %[^]

REMISE INCITATIVE À L'ACHAT COMPTANT 4 000 \$[‡]



LOCATION À 418 \$^{*} PAR MOIS
VERSEMENT INITIAL DE 9 655 \$^{*}
DÉPÔT DE SÉCURITÉ NON REQUIS

LOCATION OU FINANCEMENT 0,8 %^{**}
JUSQU'À 36 MOIS

À TITRE INFORMATIF, LE TAUX D'INTÉRÊT ANNUEL POUR LE FINANCEMENT EST DE 4,85 %[^]

REMISE INCITATIVE À L'ACHAT COMPTANT 3 000 \$[‡]

L'étude sur la qualité initiale MS 2011 de J.D. Power and Associates (États-Unis) est fondée sur les réponses obtenues auprès de 73 790 propriétaires d'un nouveau véhicule. L'évaluation a été réalisée 90 jours après l'achat et concerne 234 modèles. Les résultats de l'étude sont fondés sur l'expérience et la perception des propriétaires interrogés pendant la période de février à mai 2011. Étude 2011 sur la fiabilité des véhicules aux États-Unis de J.D. Power and Associates. Étude fondée sur les réponses obtenues auprès de 43 779 consommateurs en évaluant les problèmes qu'ils ont rencontrés au cours des 12 derniers mois avec un véhicule de trois ans (modèle de camions et de voitures 2008). Les résultats de l'étude sont fondés sur l'expérience et la perception des propriétaires interrogés pendant la période d'octobre à décembre 2010. Votre expérience peut différer. Visitez le site jdpower.com. † Les prix totaux de Lexus des modèles CT 200h Six + A - 2011/IS 250 RWD Six + A - 2011/IS 350 Six + A - 2011/RX 350 Six + A - 2011 sont de 33 015 \$/34 965 \$/44 215 \$/49 115 \$. Le prix total de Lexus comprend les frais de transport et de préparation (1 950 \$), les droits sur les pneus neufs (15 \$) et la taxe sur le climatiseur (100 \$). Taxes, immatriculation, assurance et assurances en sus. ‡ Une remise incitative de 2 000 \$ à l'achat au comptant est offerte sur le modèle IS 250 2011; une remise incitative de 3 000 \$ à l'achat au comptant est offerte sur le modèle ES 350 2011; une remise incitative de 4 000 \$ à l'achat au comptant est offerte sur le modèle RX 350 2011. Les remises incitatives à l'achat au comptant de Lexus Canada ne peuvent pas être combinées à des taux spéciaux de location ou de financement offerts par l'intermédiaire de Lexus Services Financiers dans le cadre d'un programme de faibles taux d'intérêt. Tous les taux de location et de financement annoncés sont des taux spéciaux. Les offres de remise incitative à l'achat au comptant ont lieu au moment de la livraison. Consultez Lexus Gabriel et Lexus Prestige pour savoir si les taxes s'appliquent avant ou après l'application des remises incitatives à l'achat au comptant dans votre province. * Les offres de location et de financement sont faites par l'entremise de Lexus Services Financiers et sont conditionnelles à l'approbation du crédit des clients admissibles. Le taux de location/financement de 1,8 % est offert sur tous les modèles neufs IS 250 et IS 350 2011. Le taux de location/financement de 0,8 % est offert sur tous les modèles neufs ES 350 2011. Le taux de location/financement de 2,3 % est offert sur tous les modèles neufs RX 350 2011. Exemple de location pour les modèles IS 250 RWD Six + A - 2011 à transmission manuelle/ES 350 Six + A - 2011/RX 350 Six + A - 2011 basé sur un terme de 48/36/48 mois au taux d'intérêt annuel de 1,8%/0,8%/2,3% et le prix total de Lexus de 34 965 \$/44 215 \$/49 115 \$. Le paiement mensuel est de 288 \$/458 \$/418 \$ avec un acompte de 7 475 \$/9 655 \$/9 775 \$ ou un échange équivalent, aucun dépôt de sécurité et premier paiement mensuel exigible au début du bail; l'obligation totale est de 23 270 \$/26 660 \$/33 699 \$. Taxes, immatriculation, assurance et assurances en sus; kilométrage limité à 96 000/72 000/96 000, des frais de 0,20 \$ pour chaque kilomètre excédentaire s'appliquent. ** Exemple de financement comprenant les taxes pour les modèles IS 250 RWD Six + A - 2011 à transmission manuelle/ES 350 Six + A - 2011 basé sur un terme de 48/36/48 mois au taux d'intérêt annuel de 1,8%/0,8%/2,3% et le prix total de Lexus de 34 965 \$/44 215 \$/49 115 \$ (taxes non comprises). † Le paiement mensuel est de 861 \$/1 417 \$/1 221 \$; le coût de l'emprunt est de 1 481 \$/624 \$/2 667 \$ (plus la remise incitative à l'achat au comptant de 2 000 \$/3 000 \$/4 000 \$) pour une obligation totale de 41 315 \$/50 996 \$/58 621 \$. Taxes, immatriculation, assurance et assurances en sus. ^ Les taux de location et de financement à l'achat comprennent la remise incitative à l'achat au comptant en guise de coût d'emprunt. Les offres sont d'une durée limitée et sont valables uniquement pour les clients au détail chez les concessionnaires Lexus participants. Les concessionnaires Lexus sont libres d'établir leurs prix à leur discrétion. Une commande à l'usine peut être nécessaire. Les offres peuvent être modifiées sans préavis. Les offres expirent à la fin du mois, sauf en cas de prolongation ou de révision. Consultez Lexus Gabriel et Lexus Prestige pour connaître tous les détails.



À LA CONQUÊTE DE LA PERFECTION

SÉRIE > MONTRÉAL IMMOBILIER



PHOTO OLIVIER PONTBRIAND, LA PRESSE

Aux alentours de la gare de train de banlieue de Vaudreuil-Dorion, un vaste quartier axé sur les transports en commun se bâtit depuis quelques années. Les promoteurs y ajoutent à vive allure des commerces grande surface, des maisons unifamiliales, et des centaines de nouveaux condos.

VAUDREUIL-SOULANGES

La nouvelle banlieue montréalaise

Vaudreuil-Soulanges est de moins en moins agricole. En 10 ans, le secteur s'est transformé en véritable banlieue montréalaise, avec des magasins grande surface, des quartiers entiers de maisons neuves et des centaines de nouveaux condos. Dans le cadre d'une série publiée toute la semaine, *La Presse Affaires* vous présente le portrait de cette région en plein essor.

MAXIME BERGERON

« Il y a 10 ans, c'était des champs de maïs ici », dit Lucie Lanthier, courtière chez Re/Max, en montrant un supermarché Loblaws entouré de centaines de maisons neuves.

Vaudreuil-Dorion, à l'ouest de l'île de Montréal, a connu une transformation spectaculaire en une décennie. La population est passée de 19 500 à 30 300 habitants, des quartiers entiers ont poussé de terre... et les premiers feux de circulation ont fait leur apparition au centre-ville. L'économie est florissante et le marché immobilier n'échappe pas à l'enthousiasme ambiant. Peut-être même un peu trop.

Aux alentours de la gare de train de banlieue, un vaste quartier axé sur les transports en commun se bâtit depuis quelques années. Les promoteurs y ajoutent à vive allure des commerces de grande surface, des maisons unifamiliales, et des centaines de nouveaux condos. Autant d'appartements qui inondent le marché.

Selon les données de la Fédération des chambres immobilières, le nombre d'appartements en vente a bondi de 119 % dans l'agglomération au printemps! Tout cela au moment où les transactions touchant ce type de propriété ont reculé de 18 % et que les délais de vente moyens se sont allongés de 12 jours, ce qui laisse poindre un surplus d'inventaire à l'horizon.

Dans son ensemble, cependant, le marché immobilier de Vaudreuil-Soulanges (qui englobe plusieurs municipalités environnantes, dont Pincourt, Les Cèdres et L'Île-Perrot) se porte encore bien. Le nombre total de transactions y a reculé d'un maigre 3 % au deuxième trimestre par rapport à 2010, et la revente de maisons unifamiliales a fléchi d'à peine 1 %.

Nouveau West Island

La région autrefois agricole s'est transformée depuis 10 ans en véritable banlieue montréalaise, multilingue et multiethnique. « De plus en plus d'Asiatiques, de Pakistanais

et d'Indiens achètent ici, souligne Lucie Lanthier, courtière dans le secteur depuis 19 ans. C'est le West Island qui s'est déporté vers ici. »

Signe de cette diversification, Vaudreuil-Dorion s'est fortement anglicisé. « Avant, c'était français, maintenant, je dirais que c'est 40 % anglophone, dit M^{me} Lanthier. C'est devenu une ville bilingue. »

La région vit un boom du condo, mais les maisons individuelles comptent encore pour 85 % des ventes, note Bertrand Recher, analyste à la Société canadienne d'hypothèques et de logement (SCHL). Des maisons certes moins chères que dans l'île de Montréal, mais qui sont loin d'être des aubaines pour autant.

« Ce qui m'a toujours surpris, ce sont les prix, indique M. Recher. On pourrait dire que Vaudreuil n'est pas cher, mais quand on regarde le prix moyen, c'est 250 000 \$ pour une unifamiliale, ce qui vous place au-dessus de la banlieue nord et pas loin de la Rive-Sud. »

Selon l'analyste, ce prix moyen subit sans doute un « effet de composition » des secteurs les plus chers de Vaudreuil-Dorion et des maisons situées au bord de l'eau, par exemple à Hudson. En fouillant un peu, il reste des propriétés assez abordables dans les quartiers plus vieux.

« Pour 200 000 \$, vous pouvez avoir un bungalow des années 70 de trois chambres

à coucher et 1000 pieds carrés dans le quartier de Dorion Garden, indique Lucie Lanthier. Il y a aussi des jumelés, pour la plupart aux environs de 225 000 \$, mais il n'y en a pas des tonnes. »

Les unifamiliales récentes situées près de la gare de train se vendent aux alentours de 350 000 \$, explique M^{me} Lanthier pendant la visite d'un coquet cottage de 1600 pieds carrés. Ses clients, qui déménagent à Toronto, demandent 339 000 \$ pour la maison qu'ils avaient achetée sur plan en 2009.

Même si le rythme des ventes a ralenti, la demande demeure assez forte pour les maisons très récentes, indique la courtière. Les jeunes familles privilégient nettement ce type de construction, même si elles pourraient avoir, pour le même prix, une maison plus âgée située sur un terrain beaucoup plus grand, ajoute-t-elle.

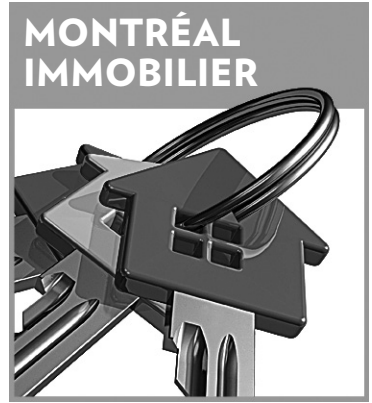
Boom du transport

La croissance de Vaudreuil-Soulanges semble loin de vouloir s'essouffler. Une bonne partie du boom est liée à l'industrie du transport – la région compte près d'une centaine d'entreprises de ce secteur – et un projet majeur viendra bientôt s'y ajouter. Le Canadien Pacifique projette une vaste gare intermodale à Les Cèdres, où des milliers de wagons de marchandises en provenance du port de

Vancouver transiteront chaque jour.

« Il y a encore un essor possible: tout ce développement va amener des emplois, donc plus de résidents qui vont acheter des maisons », note Lucie Lanthier.

La nouvelle autoroute 30, qui doit être achevée en 2012, débouchera en plein coeur de Vaudreuil et permettra d'interconnecter trois autoroutes souvent congestionnées. Le chantier bat son plein et suscite beaucoup d'enthousiasme dans la région. « Ça fait 20 ans que c'est promis, les gens ont hâte », dit M^{me} Lanthier.



À LIRE DEMAIN
Île de Montréal:
le condo comme locomotive

QU'OBTIENT-ON À VAUDREUIL POUR...

150 000 \$



Condo neuf de 1247 pieds carrés, situé au troisième niveau. L'appartement de deux chambres comprend deux places de stationnement et est située près de la gare de train de banlieue.

300 000 \$



Plain-pied de trois chambres construit en 2003 sur un terrain de 8776 pieds carrés. Le sous-sol est fini et offre une grande salle familiale.

500 000 \$



Ce cottage récent de 2750 pieds carrés compte quatre chambres à coucher et trois salles de bains. Il est situé sur un terrain de 6935 pieds carrés, non loin des magasins grande surface.

1 MILLION




Immeuble de 16 logements, dont tous les appartements sont loués. Les taxes et les autres dépenses totalisent 21 451 \$ par année, et les revenus, 87 000 \$.

LAPRESSEAFFAIRES.CYBERPRESSE.CA

Consultez toutes les statistiques sur Vaudreuil-Soulanges à lapresseaffaires.cyberpresse.ca/mtl/immobilier

payer la voie succès...
que bâtir l'avenir...
leur audace...
activité...
alité.



Le Grand Prix de l'Entrepreneur^{MD}
d'Ernst & Young

Fêtons les entrepreneurs d'ici!


Voici venue l'heure du gala du Grand Prix de l'Entrepreneur 2011 d'Ernst & Young. Nous vous invitons à venir célébrer avec nous!

Les finalistes du Grand Prix de l'Entrepreneur ont bien des raisons de célébrer. Ils ont bâti l'entreprise dont ils rêvaient. Ils l'ont développée. Ils ont innové. Aujourd'hui, ils sont reconnus pour leurs réalisations. Assistez à la cérémonie de remise des prix du Québec et venez applaudir les entrepreneurs qui remporteront les grands honneurs!

Le jeudi 6 octobre 2011 | 17 h 30 | Marché Bonsecours

Pour réserver, composez le 514 879 8173 ou visitez le site ey.com/ca/gpe.

Créé et produit par



La qualité dans tout ce que nous faisons

Commanditaires nationaux

NATIONAL POST LA PRESSE RDI

Commanditaire pour le Québec

FONDS de solidarité FTQ

Ernst & Young est fière d'appuyer

THE NEXT 36

© 2011 Ernst & Young s.r.l./s.f.a.s.c.a.u. Tous droits réservés.

CV

LE RENDEZ-VOUS DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION AU QUÉBEC

TÉLÉPHONE 514.285.7320

TÉLÉCOPIEUR 514.499.2053

cv@lapresse.ca

WORKOPOLIS

LA PRESSE

AVANCEMENT DES FEMMES DANS LES ENTREPRISES

Le succès passe par le parrainage

La proportion de femmes dans des postes de direction dans les organisations est encore bien en deçà de la parité. Comment changer les choses? Une nouvelle étude de Catalyst suggère que l'avenir des femmes passe par le parrainage.

IRIS GAGNON-PARADIS
COLLABORATION SPÉCIALE

«La représentation des femmes dans des postes de direction connaît une très lente progression», constate Deborah Gillis, porte-parole canadienne pour Catalyst, organisation américaine à but non lucratif fondée en 1962 qui se préoccupe de l'avancement des femmes dans le monde du travail.

En effet, parmi les 500 entreprises canadiennes qui se classent dans le palmarès publié chaque année par le *Financial Post* (FP500), le nombre de femmes occupant des postes de direction dans ces entreprises est passé de 14 % en 2002 à 17,5 % en 2010. Parmi celles situées au Québec, la progression a été de 12,2 % à 17,8 %.

«Ces chiffres montrent à quel point les femmes sont encore aujourd'hui sous-représentées dans des rôles de leader», ajoute M^{me} Gillis. Pour comprendre pourquoi cette situation perdure, Catalyst a conduit une étude examinant le rôle du parrainage dans la progression professionnelle des individus. Intitulée *Sponsoring Women To Success*, l'étude se base sur 93 entrevues réalisées avec des gestionnaires haut placés dans six grandes entreprises internationales.

Parrainage et mentorat : de grandes différences

Si les femmes ont souvent accès à un mentor, elles sont

moins souvent en contact avec un parrain, deux relations différentes, note l'étude. «Mentorat et parrainage ne sont pas des synonymes, mentionne M^{me} Gillis. Si le mentorat est très important pour aider au développement de la carrière et du talent, le parrainage, lui, aide à l'avancement de la carrière.»

En résumé, «le mentor te parle, te donne des conseils et partage son expérience alors que le parrain va parler de toi aux autres. Il est celui assis à la table où se prennent les décisions pour une promotion, par exemple. Le parrain va mettre sa crédibilité et sa réputation en jeu pour appuyer une candidature», explique M^{me} Gillis.

Le parrainage est d'autant plus crucial pour les femmes, car comme le souligne le rapport produit par Catalyst, une femme qui s'autopromeut pour obtenir un avancement est souvent moins bien perçue qu'un homme qui a le même comportement.



PHOTO ARCHIVES LA PRESSE

Si les protégés – et plus particulièrement les femmes – ont tout à gagner à développer une relation de parrainage avec un cadre influent dans leur entreprise, la situation est loin d'être sans avantage pour les autres parties.

«C'est un double dilemme: d'un côté, les femmes sont désavantagées, car elles ne sont pas perçues comme ayant des qualités de leader. De l'autre, elles le sont aussi quand elles ne correspondent pas aux stéréotypes de leur genre. Un parrain peut minimiser cet impact négatif, car c'est lui qui va parler en son nom aux dirigeants de

l'entreprise», explique M^{me} Gillis, tout en ajoutant que le parrainage n'est dû à personne, mais se mérite grâce à un travail acharné et une bonne performance.

Gagnant pour tous

Si les protégés – et plus particulièrement les femmes – ont tout à gagner à développer une relation de parrainage avec

un cadre influent dans leur entreprise, la situation est loin d'être sans avantage pour les autres parties.

«C'est une situation de *win-win-win*», avance M^{me} Gillis. D'abord pour la femme qui est parrainée, pour aider à l'avancement de sa carrière. Mais aussi pour le parrain, qui est reconnu ayant du leadership et comme quelqu'un qui a à cœur de promouvoir tous les talents dans son entreprise. Et finalement pour l'organisation, qui a tout à gagner à ce que chaque talent soit développé au sein de l'entreprise.»

Mais pour que ce procédé soit efficace et réussisse à développer de nouveaux talents féminins à tous les niveaux de l'organisation, le parrainage doit réellement faire partie de la culture de l'entreprise. «Le parrainage se produit de façon informelle tous les jours et nous savons que les hommes sont plus susceptibles d'avoir accès à ces relations que les femmes. Voilà pourquoi il est important pour les entreprises d'officialiser le parrainage et d'être transparent quant à leurs attentes. C'est ainsi que tous les talents vont avoir une vraie occasion d'avancement», conclut M^{me} Gillis.

RR
GESTION DE CAPITAUX ROTHENBERG

COURTIER EN VALEURS MOBILIÈRES

Parfaitement bilingue, possédant licence comme conseiller pour actions, obligations et fonds communs. Salaire de base, plan de bonus et avantages sociaux.

aperrotta@rothenberg.ca

CE SAMEDI
DU BLOC-NOTES AU BLOC OPÉRATOIRE

LE CAHIER CV PREND LE POULS DE LA PRESTIGIEUSE PROFESSION DE MÉDECIN.

LE RENDEZ-VOUS DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION TOUS LES SAMEDIS DANS

LA PRESSE

CONSEILS STRATÉGIQUES STATISTIQUES INTÉRESSANTES TÉMOIGNAGES INSPIRANTS

CHIMISTE EN DÉCOUVERTE DE MÉDICAMENTS

tranzyme pharma

Tranzyme Pharma est une société de découverte et de développement de médicaments, qui a tiré parti d'une plateforme technologique brevetée pour générer un portefeuille de nouvelles molécules actives, initialement dans le domaine des troubles gastro-intestinaux et métaboliques.

Nous offrons présentement des positions pour des scientifiques créatifs et innovateurs dans les disciplines suivantes:

Chimie organique de synthèse
ou **Chimie pharmaceutique (Ph.D, M.Sc., B.Sc.)**

Chimie analytique (M.Sc., B.Sc., D.E.C.)

Inventaire des produits chimiques (M.Sc., B.Sc., D.E.C.)

L'expérience dans l'industrie pharmaceutique ou biotechnologique est préférable mais non requise. Joignez-vous à l'équipe de Tranzyme Pharma, qui offre un environnement stimulant, rempli de défis, et qui récompense les performances individuelles et collectives. Faites-nous parvenir votre CV pour une évaluation rapide et en toute confidentialité:

TRANZYME PHARMA Inc.
Ressources Humaines – N1011
3001, 12e Avenue Nord, Sherbrooke (Qc), Canada J1H 5N4
TélécoPIeur: 819-820-6833

Courriel: jobs@tranzyme.com Visitez notre site web: www.tranzyme.com

Président et chef de la direction



L'Administration canadienne de la sûreté du transport aérien (ACSTA) est une société d'État responsable du contrôle de sûreté dans les 89 aéroports désignés du Canada. L'ACSTA est chargée de fournir des services de contrôle efficaces, efficaces et uniformes dans l'intérêt du public, et qui respectent ou dépassent les normes établies par Transports Canada.

Le président et chef de la direction est nommé par le Conseil d'administration et relève de ce dernier. De concert avec le Conseil et Transports Canada, le président et chef de la direction établit les objectifs et les politiques de l'ACSTA et il est tenu d'assurer la direction de l'organisation en : articulant et promouvant la vision, le mandat ainsi que les stratégies et les politiques de l'ACSTA; gérant les activités

quotidiennes, de même que les programmes et services de sûreté du transport aérien; et en développant un réseau de partenaires et d'intervenants en vue de positionner l'ACSTA comme un chef de file mondial dans l'industrie de la sûreté du transport aérien.

En tant que candidat idéal, vous avez de l'expérience en tant que chef de la direction ou exécutif principal d'une organisation de taille moyenne ou grande et vous avez travaillé avec un Conseil d'administration. Vous savez prendre des décisions qui tiennent compte des intérêts de multiples intervenants et vous avez été exposé aux complexités de la gestion d'une organisation au sein du gouvernement fédéral ou en travaillant de près avec celui-ci. Vous avez à offrir de l'expérience ainsi qu'une connaissance approfondie

de plusieurs des éléments suivants : environnements de sûreté, administrations aéroportuaires, industrie du transport aérien, attribution de contrats à des fournisseurs de services tiers et opérations de plusieurs sites. Votre capacité à travailler efficacement dans les deux langues officielles du Canada est un atout. En tant que président et chef de la direction, vous devez être prêt à déménager dans la Région de la capitale nationale, ainsi qu'à voyager fréquemment.

Si l'opportunité d'occuper cet important rôle de leadership canadien vous intéresse, veuillez communiquer avec Ron Robertson à ron.robertson@odgersberndtson.ca ou avec Kathy Rahme à kathy.rahme@odgersberndtson.ca ou téléphonez au 613 742-3204.



ODGERS BERNDTSON

50 bureaux répartis dans 28 pays à travers le monde

www.odgersberndtson.ca

Recherche de cadres

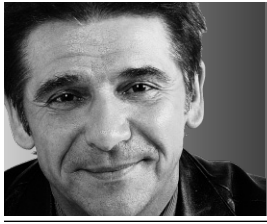
• Cadres Intérimaires

• Évaluation du leadership

LA PRESSE AFFAIRES

HUBBLE - BIGKNOWLEDGE

Recours collectif contre mauvaise gouvernance



MICHEL GIRARD
CHRONIQUE

Suivez bien la cause impliquant la petite société Capital Hubble. Ça risque de faire jurisprudence dans le marché des appels publics à l'épargne.

Après une longue attente de six années et trois mois, les actionnaires de Capital Hubble viennent de recevoir le feu vert du juge Robert Mongeon, de la Cour supérieure du Québec, pour exercer un recours collectif contre les administrateurs de Capital Hubble et la compagnie d'assurances, Chubb du Canada, qui les assure en matière de responsabilités et de gouvernance.

Que reproche-t-on aux administrateurs de Capital Hubble?

«Malgré le fait qu'il soit un investisseur aguerrri... le demandeur (Jean-François Paris) prétend qu'il se serait fié sur la véracité et l'exactitude des renseignements communiqués par la documentation de la compagnie et ses administrateurs et qu'il n'assumait pas le risque que ces renseignements soient faux, trompeurs ou incomplets.»

Pourquoi M. Paris affirme-t-il cela? Parce que l'entreprise a fait faillite peu temps après avoir levé quelques millions de dollars. Et à l'instar de tous les autres actionnaires, il a perdu sa mise. Par l'entremise du recours collectif, il (au nom des autres actionnaires) cherche ainsi à se faire indemniser pour les pertes subies.

Capital Hubble ne vous dit rien? Sachez que Capital Hubble fut la première société de capital de démarrage à lever du capital de risque dans le cadre du nouveau programme gouvernemental Actions-croissance PME (ACCRO). Lancé au printemps 2005 par le gouvernement Charest, ACCRO avait pour objet premier de redonner un nouvel élan à l'ancien régime d'épargne-actions (REA).

Capital Hubble a servi de coquille boursière pour permettre à BigKnowledge (société de distribution de logiciels d'apprentissage avec qui Hubble s'est fusionnée) de lever au printemps 2005 quelque 1,6 million de dollars au moment de son premier appel public à l'épargne. Précédemment, soit en décembre 2004, Capital Hubble avait levé, par l'entremise d'un placement privé, 1 million de dollars auprès d'un petit groupe de 300 investisseurs. BigKnowledge a fait faillite en décembre 2005.

En passant, si l'appel public à l'épargne Hubble - BigKnowledge a connu le succès, c'est grâce notamment à la présence du Fonds d'investissement AlterInvest dans le capital-actions de BigKnowledge, soit un bloc de 24,3% des actions.

En quoi AlterInvest représentait-il un attrait? Tout simplement parce que ce fonds d'investisseurs est la propriété de la Caisse et de la Banque de développement du Canada.

L'exercice de ce recours collectif vise à établir la responsabilité des administrateurs de Capital Hubble (et BigKnowledge par ricochet) en matière d'informations transmises dans les documents (dont le prospectus, les états financiers) ayant servi à lever les millions de dollars de financement.

Le requérant, Jean-François Paris, qualifie les informations qu'il avait reçues à l'époque de «fausses ou trompeuses».

Qui est visé par ce recours collectif? Tous les actionnaires de Capital Hubble et toutes les

personnes qui sont devenues actionnaires de BigKnowledge (une fois inscrite en Bourse entre le 24 juin 2005 et le 6 décembre 2005). Sauf, bien entendu, les administrateurs.

C'est le cabinet d'avocats Trudel & Johnston qui pilote ce recours collectif. Les actionnaires visés peuvent s'inscrire directement en remplissant le formulaire prévu à cette fin sur le site de la firme: www.trudeljohnston.com <<http://www.trudeljohnston.com>>.

LA RAPIDE DÉCONFITURE

> 23 décembre 2004: Capital Hubble lève 1 million.

> 15 février 2005: annonce de la fusion entre Capital Hubble et BigKnowledge.

> 23 juin 2005: Capital Hubble effectue un placement public de 1,6 million et BigKnowledge s'inscrit à la cote de la Bourse de croissance du TSX.

> Septembre 2005: deux administrateurs démissionnent et réorganisation majeure au sein de BigKnowledge.

> Novembre 2005: la Banque Nationale du Canada met à exécution ses garanties et démissions des administrateurs.

> Début décembre 2005: arrêt des transactions de BigKnowledge à la Bourse et l'entreprise fait cession de ses biens aux termes de la Loi sur la faillite et l'insolvabilité.

COUPABLE DE DISCRIMINATION

Gaz Métro renonce à en appeler

LA PRESSE CANADIENNE

Gaz Métro renonce à en appeler d'une défaite subie devant les tribunaux dans une cause de discrimination

envers les femmes à l'embauche, mettant ainsi fin à un litige vieux de 15 ans.

L'entreprise se plie donc à la décision rendue par la Cour d'appel, le 28 juin

dernier, décision qui lui enjoit de modifier ses pratiques d'embauche jugées discriminatoires envers les femmes.

Celles-ci, notamment les

examens imposés aux personnes désirant postuler pour un poste de préposé ou de stagiaire au réseau, présentaient un biais qui désavantageait les femmes,

selon le jugement rendu par le tribunal.

La cause était pilotée par l'organisme Action travail des femmes (ATF) au nom de sept candidates qui avaient porté plainte, en 1996, après avoir échoué l'année précédente à obtenir des postes de préposé au réseau, une fonction sur le terrain traditionnellement occupée par des hommes.

AVIS LÉGAUX - APPELS D'OFFRES - SOUMISSIONS - ENCANS

AVIS D'ÉLECTION

AU CONSEIL D'ADMINISTRATION DU :

Les Centres de la jeunesse et de la famille Batshaw

2 postes à combler

APPEL DE CANDIDATURE - COLLÈGE ÉLECTORAL POPULATION

CONFORMÉMENT AUX DISPOSITIONS DE LA LOI SUR LES SERVICES DE SANTÉ ET LES SERVICES SOCIAUX (L.R.Q. C. S-4.2), AVIS EST DONNÉ QU'IL Y AURA ÉLECTION DE DEUX PERSONNES PAR LA POPULATION AU CONSEIL D'ADMINISTRATION DE L'ÉTABLISSEMENT MENTIONNÉ CI-DESSUS. LES PERSONNES INTÉRESSÉES À PARTICIPER À L'ADMINISTRATION DES SERVICES DE SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX SONT INVITÉES À POSER LEUR CANDIDATURE AUX SIÈGES RÉSERVÉS À LA POPULATION.

DATE LIMITE DE MISE EN CANDIDATURE : 3 OCTOBRE 2011, 17 HEURES

DATE DU SCRUTIN : 1^{ER} NOVEMBRE 2011

POUR ÊTRE ÉLIGIBLE, UNE PERSONNE DOIT :

- être candidate uniquement pour l'élection concernant l'établissement indiqué ci-dessus;
- résider au Québec;
- être majeure (18 ans et plus);
- ne pas être sous tutelle ou curatelle;
- ne pas avoir été déclarée coupable d'un crime punissable de trois ans d'emprisonnement et plus au cours des cinq années précédentes;
- ne pas avoir été déchu(e) de ses fonctions comme membre du conseil d'administration d'un établissement, ou d'une agence au cours des trois années précédentes;
- ne pas avoir été déclarée coupable d'une infraction à la Loi sur les services de santé et les services sociaux ou aux règlements au cours des trois années précédentes;
- ne pas être ou avoir été à l'emploi de l'établissement ni y exercer ou y avoir exercé sa profession au cours des trois années précédant la date des élections;
- ne pas avoir un membre de sa famille immédiate qui soit directeur général, directeur général adjoint ou cadre supérieur de l'établissement. Par un membre de sa famille immédiate on entend son conjoint, son enfant, l'enfant de son conjoint, sa mère, son père, le conjoint de sa mère, le conjoint de son père, le conjoint de son enfant ou le conjoint de l'enfant de son conjoint;
- ne pas fournir de biens ou de services à titre onéreux dans l'établissement;
- ne pas être à l'emploi du ministère de la Santé et des Services Sociaux, d'une agence ou de la Régie de l'assurance maladie du Québec et ne pas recevoir une rémunération de cette dernière;
- ne pas être membre du conseil d'administration d'une agence ou de la Régie de l'assurance maladie du Québec;
- ne pas être un usager hébergé dans l'établissement;
- ne pas avoir de manière directe ou indirecte de relations ou d'intérêts, notamment de nature financière, commerciale, professionnelle ou philanthropique, susceptibles de nuire à la qualité des décisions eu égard aux intérêts de l'établissement.

MODALITÉS DE MISE EN CANDIDATURE

Une candidature est proposée au moyen d'un bulletin de présentation d'un candidat et de la déclaration du candidat que l'on obtient auprès de l'établissement concerné. Ces documents doivent être signés par la personne candidate et le bulletin doit également être signé par deux autres personnes majeures ne travaillant pas pour l'établissement concerné et n'exerçant pas leur profession dans un centre exploité par l'établissement et dont la résidence principale est située dans la même région sociosanitaire que l'établissement concerné (ou, dans le cas d'une instance locale : dans le territoire du réseau local de services concerné).

L'original du bulletin de présentation d'un candidat et sa déclaration doivent être transmis au président d'élection de l'établissement visé au plus tard 30 jours avant la date d'élection, avant 17 heures. Les documents reçus par télécopieur ou autres moyens électroniques ne sont pas considérés comme des originaux.

POUR PLUS DE RENSEIGNEMENTS CONCERNANT L'ÉLECTION AU CONSEIL D'ADMINISTRATION DE L'ÉTABLISSEMENT CI-DESSUS, VEUILLEZ COMMUNIQUER AVEC LE PRÉSIDENT D'ÉLECTION.

Marie-Thérèse Rostaing, 514 989-1885 poste 1006



Agence de la santé
et des services sociaux
de Montréal

Québec

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX :
AGENCE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX DE MONTRÉAL
SÉBASTIEN TREMBLAY | 514 597-0769, POSTE 6956

Suspense autour des résultats trimestriels de Research In Motion

LA PRESSE CANADIENNE

Une année sans nouveau modèle de BlackBerry a fait mal à Research In Motion au sein du concurrentiel marché nord-américain, suffisamment du moins pour que de corrects résultats financiers trimestriels puissent ne pas dissiper les préoccupations

entourant sa performance à long terme, affirment des analystes.

RIM doit dévoiler ses résultats du deuxième trimestre demain, une fois les marchés fermés. Elle publiera alors des données sur les ventes des modèles BlackBerry Bold et Torch récemment mis à jour. Ces

chiffres devraient normalement aider la société de Waterloo, en Ontario.

ce que des analystes ont perçu comme un recul vis-à-vis de la concurrence.

Quelles sont les ventes des récents BlackBerry?

L'entreprise a livré avec retard certains produits au cours des dernières années,

De plus, l'appareil PlayBook a fait une apparition tardive sur le marché des tablettes

électroniques, bien après l'iPad d'Apple et les tablettes reposant sur la plateforme Android de Google.

Le plus récent modèle de BlackBerry mis en marché par RIM a été le Torch, avec un écran tactile et un clavier, en août 2010.

Les versions mises à jour des téléphones intelligents BlackBerry Bold et BlackBerry Torch, comptant des systèmes d'opération améliorés, ont commencé à être livrées en août de cette année.

Hier, l'action de RIM a reculé de 28 cents à 29,70\$ à la Bourse de Toronto.

AVIS LÉGAUX - APPELS D'OFFRES - SOUMISSIONS - ENCANS

Appel d'offres
Montréal

Service de la concertation des arrondissements et des ressources matérielles
Direction de l'approvisionnement
Appel d'offres : 11-11729
Renouvellement du support des logiciels VMWare pour une période de 36 mois.
L'ouverture des soumissions prévue pour le 19 septembre 2011 est reportée au 26 septembre 2011 à 14 h dans les locaux de la Direction du greffe de l'Hôtel de ville.
Montréal, le 14 septembre 2011
Le greffier de la Ville
M^e Yves Saindon

AÉROPORTS DE MONTRÉAL
APPEL DE PROPOSITIONS
4D-5210-11-110

Achat de bacs de recyclage pour l'Aéroport international Pierre-Elliott-Trudeau de Montréal

Les soumissionnaires peuvent obtenir plus d'informations sur cet appel de propositions en visitant le site Internet d'ADM à www.admtf.com.

Addenda - Appel d'offres
Montréal

Services de la concertation des arrondissements et des ressources matérielles
Direction de l'approvisionnement
Appel d'offres : 11-11354
Chemises d'uniforme pour le SPVM
L'ouverture des soumissions prévue pour le 14 septembre 2011 est reportée au 26 septembre 2011 à 14 h dans les locaux de la Direction du greffe de l'Hôtel de ville.
Montréal, le 14 septembre 2011
Le greffier de la Ville
M^e Yves Saindon

CASILOC
APPELS D'OFFRES

LOT 2470 - PLOMBERIE & CHAUFFAGE / DÉBARCADÈRE ET STATIONNEMENT VALET NIVEAU P1
LOT 2475 - PROTECTION-INCENDIE / DÉBARCADÈRE ET STATIONNEMENT VALET NIVEAU P1
LOT 2491 - ÉLECTRICITÉ / NOUVEAU DÉBARCADÈRE ET STATIONNEMENT VALETS P1
LOT 4700 - SUPER SIGNALISATION EXTÉRIEURE

TRAVAUX DE MODERNISATION AU CASINO DE MONTRÉAL

Les entrepreneurs peuvent obtenir de l'information sur ces appels d'offres en visitant le site internet de l'entreprise : www.casiloc.com

Appel d'offres public
Services professionnels d'un laboratoire spécialisé dans les activités de contrôle qualitatif et quantitatif des matériaux

Documents disponibles : système électronique d'appel d'offres (SEAO) : www.seao.ca ou au 1-866-669-7326, à partir du mercredi 14 septembre 2011. Information : 514 280-4904.
Dépôt des soumissions : STM, 800, de La Gauchetière Ouest, bureau 8100, portail Nord-Est, Montréal, au plus tard le vendredi 30 septembre 2011 à 15 h. Ouverture publique suivra.
La STM ne s'engage à accepter, ni la plus favorable, ni aucune des soumissions.
Référence : STM-4057-07-11-18
Christian Portelance
Secrétaire général adjoint

Appel d'offres public
Services pour l'exploitation d'un système d'extraction des hydrocarbures et le suivi environnemental au centre de transport Frontenac de la STM

Documents disponibles : système électronique d'appel d'offres (SEAO) : www.seao.ca ou au 1-866-669-7326, à partir du mercredi 14 septembre 2011. Information : 514 280-4909.
Dépôt des soumissions : STM, 800, de La Gauchetière Ouest, bureau 8100, portail Nord-Est, Montréal, au plus tard le vendredi 30 septembre 2011 à 15 h. Ouverture publique suivra. La STM ne s'engage à accepter, ni la plus favorable, ni aucune des soumissions.
Référence : STM-4096-08-11-60
Christian Portelance
Secrétaire général adjoint

Appel d'offres
Montréal

Service de la concertation des arrondissements et des ressources matérielles
Direction de l'approvisionnement
Des soumissions sont demandées et devront être reçues, avant 14 h à la date ci-dessous, à la Direction du greffe de la Ville de Montréal à l'attention du greffier, 275, rue Notre-Dame Est, bureau R-134, Montréal (Québec) H2Y 1C6 pour :
Catégorie : Services professionnels
Appel d'offres : 11-11768
Descriptif : Services professionnels pour la réalisation d'études et d'interventions archéologiques dans le cadre des travaux d'aménagement dans les parcs nature et les grands parcs
Date d'ouverture : 5 octobre 2011
Dépôt de garantie : Aucun
Renseignements : Houda Kamil, agente d'approvisionnement 514 872-7380
Pour être considérée, toute soumission devra être présentée sur les formulaires spécialement préparés à cette fin.
Documents : Les documents relatifs à cet appel d'offres seront disponibles à compter du 14 septembre 2011.
Les personnes et les entreprises intéressées par ce contrat peuvent se procurer les documents de soumission en s'adressant au Service électronique d'appels d'offres (SEAO) en communiquant avec un des représentants par téléphone au 1 866 669-7326 ou au 514 856-6600, ou en consultant le site Web www.seao.ca. Les documents peuvent être obtenus au coût établi par le SEAO.
Chaque soumission doit être placée dans une enveloppe cachetée et portant l'identification fourni en annexe du document d'appel d'offres.
Les soumissions reçues seront ouvertes publiquement dans les locaux de la Direction du greffe de l'Hôtel de ville, immédiatement après l'expiration du délai fixé pour leur réception.
La Ville de Montréal ne s'engage à accepter ni la plus basse ni aucune des soumissions reçues et n'assume aucune obligation de quelque nature que ce soit envers le ou les soumissionnaires.
Montréal, 14 septembre 2011
Le greffier de la Ville
M^e Yves Saindon

Avis public

Ministère des Transports
PROJET DE CONSTRUCTION D'UN NOUVEAU TRONÇON DE LA ROUTE 138 DANS LE SECTEUR DE RIVIÈRE-PENTECÔTE DANS LA MUNICIPALITÉ DE PORT-CARTIER SUR LA CÔTE-NORD

Le ministère des Transports du Québec, Direction de la Côte-Nord, prépare actuellement un projet de construction d'un nouveau tronçon de la route 138 dans le secteur de Rivière-Pentecôte, municipalité de Port-Cartier, MRC des Sept-Rivières. De l'ordre de 1 930 m de longueur, ce nouveau tronçon serait plus sécuritaire pour les usagers de la route et répondrait aux normes de conception en vigueur. Essentiellement, il serait caractérisé par une emprise moyenne dépassant les 35 m de largeur, deux voies contiguës de 3,7 m chacune ainsi que des accotements de 3 m, dont 1,75 m sera pavé. Parmi les trois tracés étudiés, l'option retenue est celle qui contourne le secteur périurbain de Rivière-Pentecôte. Un nouveau pont de 80 m de longueur sur la rivière Riverin ainsi qu'un nouvel accès sécuritaire au village seraient construits. Le coût total de ce projet est évalué à 12 M\$ et le MTQ prévoit amorcer les travaux de construction à partir 2012.

Cet avis est publié pour informer la population qu'elle peut consulter l'étude d'impact et les autres documents concernant ce projet à compter du 8 septembre. Ces documents sont disponibles pour consultation aux endroits suivants :

Bureau municipal de Rivière-Pentecôte 4344, route Jacques-Cartier Rivière-Pentecôte (Québec) G0H 1R0	Heures d'ouverture : Lundi : 8 h – 12 h Mardi : 8 h – 12 h Mercredi : 8 h – 12 h Jeudi : 8 h – 12 h Vendredi : 8 h – 12 h Samedi : Fermé Dimanche : Fermé
Téléphone : 418 779-2262	Fermé le 10 octobre : Action de Grâce
Bibliothèque Le Manuscrit 21, rue des Cèdres Port-Cartier (Québec) G5B 2W5	Heures d'ouverture jusqu'au 19 septembre : Lundi : 10 h – 17 h Mardi : 10 h – 17 h Mercredi : 10 h – 21 h Jeudi : 10 h – 17 h Vendredi : 10 h – 12 h Samedi : Fermé Dimanche : Fermé
Téléphone : 418 766-3366	Heures d'ouverture jusqu'au 20 septembre : Lundi : 10 h – 17 h Mardi : 10 h – 21 h Mercredi : 10 h – 21 h Jeudi : 10 h – 17 h Vendredi : 10 h – 17 h Samedi : 10 h – 14 h Dimanche : Fermé Fermé le 10 octobre : Action de Grâce

ainsi qu'aux centres de documentation du Bureau d'audiences publiques sur l'environnement (BAPE) :

Université du Québec à Montréal (UQAM) Bibliothèque des sciences juridiques, Pavillon Hubert-Aquin Section des publications gouvernementales et internationales 400, rue Sainte-Catherine Montréal (Québec) H2L 2C5	Heures d'ouverture : Lundi au vendredi : 8 h 30 – 22 h Samedi : 11 h – 17 h Dimanche : 11 h – 17 h Ouverte de 11 h à 17 h le 10 octobre : Action de Grâce
Tél. : 514 987-6184	
Bureau d'audiences publiques sur l'environnement Édifice Lomer-Gouin 575, rue Saint-Amable, bureau 2.10 Québec (Québec) G1R 6A6	Heures d'ouverture : Lundi au vendredi : 8 h 30 – 12 h 13 h – 16 h 30 Fermé le 10 octobre : Action de Grâce
Des renseignements supplémentaires peuvent être obtenus aux numéros 418 643-7447 ou sans frais 1 800 463-4732 de même que sur le site Web www.bape.gouv.qc.ca.	

SÉANCE D'INFORMATION
Le Bureau d'audiences publiques sur l'environnement tiendra une rencontre d'information :
Le mardi 4 octobre, à compter de 19h30
Salle de l'Âge d'or
4351, route Jacques-Cartier
Rivière-Pentecôte (Québec) G0H 1R0

Toute personne, municipalité ou tout groupe peut demander par écrit au ministre du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs, M. Pierre Arcand, la tenue d'une audience publique relativement à ce projet; cette demande doit être faite au plus tard le 21 octobre 2011 à l'adresse suivante : Édifice Marie-Guyart, 675, boul. René-Lévesque Est, 30^e étage, Québec (Québec) G1R 5V7.

14 septembre 2011
Cet avis est publié par la Direction de la Côte-Nord du ministère des Transports conformément au Règlement sur l'évaluation et l'examen des impacts sur l'environnement (R.R.Q., 1981 c. Q 2, r.23).



Dans l'affaire de la Loi sur les arrangements avec les créanciers des compagnies, L.R.C. (1985) ch. C-36 (« LACC »)

Administration de Magasins Hart Inc. (la « Requérante »)

Avis prévu au paragraphe 23.1(a)(i) de la LACC

AVIS est par les présentes donné que, le 30 août 2011, la Cour supérieure du Québec (tribunal désigné en vertu de la Loi sur les arrangements avec les créanciers des compagnies (« LACC »)) a rendu une ordonnance initiale en vertu de la LACC à l'égard de la Requérante dans la procédure portant le numéro de dossier de la Cour 500-11-041238-110 dans laquelle il est décrété que la Requérante est une société régie par la LACC.

RSM Richter Inc. (« Richter ») a été nommée Contrôleur dans la procédure en vertu de la LACC. Pour obtenir de l'information au sujet de la Requérante, vous pouvez vous adresser à Benoit Gingués de Richter (514.934.3514 ou bgingues@rsmrichter.com), ou consulter le site Web de Richter, à l'adresse suivante : www.rsmrichter.com/Restructuration/Hart.aspx

RSM Richter Inc.
2, Place Alexis Nihon, bureau 1820
Montréal (Québec) H3Z 3C2
Téléphone : 514.934.3400
Télécopieur : 514.934.3504

Appel d'offres public
Boulevard St-Michel – Aire d'attente pour autobus

Disciplines concernées : génie civil et électricité

Documents disponibles : système électronique d'appel d'offres (SEAO) : www.seao.ca ou au 1-866-669-7326, à partir du mercredi 14 septembre 2011. Information : 514 280-5475 eric.pare@stm.info

Dépôt des soumissions : STM, 800, de La Gauchetière Ouest, bureau 8100, portail Nord-Est, Montréal, au plus tard le vendredi 30 septembre 2011 à 15 h. Ouverture publique suivra.

Garantie de soumission : cautionnement de soumission équivalent à 10 %. La STM ne s'engage à accepter, ni la plus favorable, ni aucune des soumissions.

Référence : STM-2616
Christian Portelance
Secrétaire général adjoint

SAQ

APPEL D'OFFRES

Local commercial – Bannière Sélection

SAINTE-ADÈLE
DOSSIER : L 0428-189

Les personnes ou les entreprises intéressées peuvent se procurer le document de soumission en s'adressant au Service électronique d'appel d'offres (SEAO) ou en communiquant avec un de ses représentants par téléphone au (514) 856-6600 région de Montréal ou région extérieure 1 (866) 669-7326 ou en consultant le site web www.seao.ca.

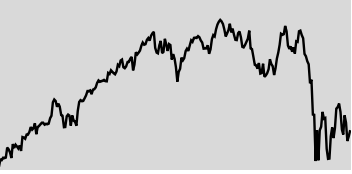
La SAQ ne s'engage à accepter ni la plus basse ni aucune des propositions reçues.

LA PRESSE AFFAIRES INVESTIR

LES BOURSES

ÉTATS-UNIS

S&P 500 > 12 mois



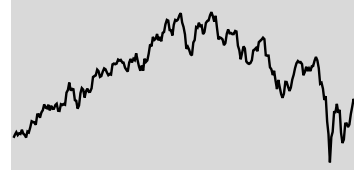
FERMETURE 1 172,87
VAR. 1J 0,91% | 1AN +4,54%
52 SEM. HAUT 1 370,58 BAS 1 101,54

DANS LE MONDE

	FERMETURE	VAR. 1J (pts)	VAR. (%)
Brazil Bovespa (Brésil)	55 543,97	-141,50	-0,25
CAC 40 (France)	2 894,93	40,12	1,41
DAX (Allemagne)	5 166,36	94,03	1,85
DJ Euro Stoxx 50 (Europe)	2 082,51	27,46	1,34
FTSE 100 (Angleterre)	5 174,25	44,63	0,87
Hang Seng (Hong Kong)	19 030,54	-836,09	-4,21
Mexico Bolsa (Mexique)	33 947,62	155,06	0,46
FTSE MIB (Italie)	13 769,44	295,30	2,19
NIKKEI 225 (Japon)	8 616,55	80,88	0,95
S&P/ASX 200 (Australie)	4 072,70	34,20	0,85
Shanghai (Chine)	2 471,31	-26,45	-1,06
Swiss Market (Suisse)	5 359,14	56,00	1,06

CANADA

S&P/TSX TORONTO > 12 mois



FERMETURE 12 205,48
VAR. 1J 0,47% | 1AN +0,46%
52 SEM. HAUT 14 329,49 BAS 11 617,81

PLUS ACTIFS

	VOLUME	FERM (\$)	VAR (%)
SILVERCORP MET. (SVM)	9 710 869	6,20	-20,31
MANULIFE FINAN. (MFC)	8 962 989	12,06	0,42
EASTERN PLATI. (ELR)	7 037 616	0,67	0,00
SUNCOR ENERGY (SU)	6 964 387	28,57	0,21
BOMBARDIER (BBD.B)	6 255 122	4,26	0,71
TALISMAN ENERGY (TLM)	5 691 723	14,48	0,28
URANIUM ONE (UUU)	4 794 113	2,47	6,93
KINROSS GOLD (K)	4 789 625	16,84	-0,94
YAMANA GOLD (YR)	4 335 431	16,41	0,12
RESEARCH IN MO. (RIM)	4 112 720	29,70	-0,93
TECK RES./B (TCK.B)	3 677 363	38,73	-1,02
HUSKY ENERGY (HSE)	3 617 861	23,88	3,83
BARRICK GOLD (ABX)	3 583 627	52,75	-0,23
BANQUE ROYALE (RY)	3 541 795	46,21	0,00
NORTHQUEST MIN. (NGX)	3 448 176	3,84	0,00
GREAT-WEST (GWO)	3 180 684	20,64	-0,10

TITRES GAGNANTS

EN %	VOLUME	FERM (\$)	VAR (%)
AKELA PHARMA (AKL)	6 709	0,13	30,00
CYMAT TECHNO. (CYM)	51 000	0,08	23,08
PARAMOUNT GOLD (PZG)	330 140	2,88	20,50
WARNEK (WNA)	14 000	0,03	20,00
SEMBIOSYS GENETIC (SBS)	95 500	0,09	20,00

EN \$	VOLUME	FERM (\$)	VAR (%)
WESTPORT INNO. (WPT)	240 785	30,20	2,80
ROYAL GOLD (RGL)	21 001	81,48	1,92
LULULEMON ATH. (LLL)	252 008	56,40	1,74
EMPIRE/A (EMPA)	38 806	57,15	1,55
DOMTAR (UFS)	31 945	77,39	1,10

TITRES PERDANTS

EN %	VOLUME	FERM (\$)	VAR (%)
JURA ENERGY (JEC)	8 000	0,02	-33,33
SILVERCORP MET. (SVM)	9 710 869	6,20	-20,31
INV METALS (INV)	3 500	0,32	-14,67
NORTHERN FINAN. (NFC)	3 660	0,12	-14,29
POSERA-HDX (HDX)	4 000	0,28	-12,50

EN \$	VOLUME	FERM (\$)	VAR (%)
SILVERCORP MET. (SVM)	9 710 869	6,20	-1,58
FAIRFAX FINAN. (FFH)	20 070	381,00	-1,45
GLUSKIN SHEFF (GS)	55 960	17,02	-1,36
GOLDCORP (G)	2 828 274	51,32	-1,23
WAJAX CORP. (WJX)	37 706	31,93	-0,80

TSX CROISSANCE PETITES CAPITALISATIONS > 12 mois



FERMETURE 1 761,29
VAR. 1J 0,90% | 1AN +9,70%
52 SEM. HAUT 2 464,78 BAS 1 598,20

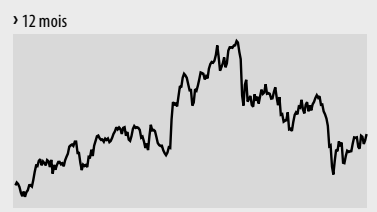
PLUS ACTIFS

	VOLUME	FERM (\$)	VAR (%)
IBC ADVANCED ALL. (IB)	5 870 796	0,18	-18,18
EACOM TIMBER (ETR)	3 574 738	0,14	35,00
SANDSTORM GOLD (SSL)	1 803 811	1,31	-1,50
CANADIAN OVER. (XOP)	1 761 800	0,40	3,90
BROOKMONT CAP. (BKT)	1 742 300	0,16	3,23
CGX ENERGY (OYL)	1 607 774	0,85	1,19
SPANISH MOUNTA (SPA)	1 604 370	0,86	-1,15
CRESCENT RES. (CRC)	1 485 500	0,10	5,56
PASSPORT POT. (PPI)	1 463 134	0,46	10,84
DORATO RES. (DRI)	1 443 707	0,12	-11,54

CONSULTEZ les cotes boursières en tout temps sur laPresseaffaires.com

PÉTROLE

West Texas Intermediate, contrat à terme



90,21 \$US

Variation 1 JOUR +2,02 \$US

Variation 1 SEM. +4,87 %

Variation 1 AN +16,87 %

FONDS INDICIELS

	FERM.	1J (\$)	1J (%)	1AN (%)
S&P/TSX comp. (XIC)	19,28	0,07	0,36	0,31
S&P/TSX 60 (XIU)	17,46	0,03	0,17	-2,13
S&P/TSX fin. (XFN)	20,94	0,11	0,53	-6,73
S&P/TSX éner. (XEG)	16,41	0,05	0,31	-6,50
S&P/TSX or (XGO)	27,00	-0,04	-0,15	13,68
Oblig. c. terme (XSB)	29,34	-0,05	-0,17	0,58
Oblig. l. terme (XBB)	31,10	-0,08	-0,26	3,77
S&P 500 (XSP)	13,51	0,15	1,12	4,89

CANADA LPA 100 (QUOTIDIEN)

La Presse Affaires présente une sélection de 100 titres inscrits à la Bourse de Toronto.

	FERM. (\$)	VARIATION 1J (%)	VOLUME (100)	VAR. CETTE ANNÉE (%)	52 SEM. HAUT	BAS	DIV. ANN.
INDUSTRIELLES	1 197,03	1,64		-7,70			
▲ GLV (GLV.A)	3,95	0,17	4,50	213	-47,82	8,65	3,57 0,00
▲ Canadien Pacifique (CP)	51,81	1,25	2,47	3 575	-19,82	69,48	50,01 1,20
▲ Canadien National (CNR)	68,89	1,35	2,00	16 266	3,83	78,08	63,53 1,30
▲ CAE (CAE)	9,69	0,18	1,89	7 563	-15,81	13,36	9,34 0,16
▲ Transcontinental (TCL.A)	11,85	0,20	1,72	3 085	-25,94	17,25	11,21 0,54
Transforce (TF)	12,00	0,11	0,93	476	-4,46	16,00	9,80 0,46
Bombardier (BBD.B)	4,26	0,03	0,71	62 551	-14,95	7,29	4,14 0,10
Chorus Aviation (CHR.B)	4,20	0,02	0,48	754	-19,23	5,89	4,00 0,60
Genivar (GNV)	25,33	0,12	0,48	469	-16,76	34,55	22,50 1,50
SNC-Lavalin (SNC)	48,40	0,16	0,33	1 088	-19,02	63,23	47,00 0,84
Ace Aviation (ACE.A)	10,97	0,02	0,18	20	-14,23	13,53	10,20 0,00
Quinc. Richelieu (RCH)	25,80	0,00	0,00	263	-15,58	31,75	25,20 0,44
Stella-Jones (SJ)	37,00	-0,01	-0,03	7	11,14	42,74	24,75 0,52
▼ Velan (VLN)	13,15	-0,35	-2,59	3	-1,87	16,80	12,80 0,32
▼ Air Canada (AC.B)	1,60	-0,05	-3,03	8 160	-53,62	4,09	1,60 0,00
CONSOMMATION COURANTE	1 668,04	1,14		-0,37			
▲ Loblaw (L)	36,00	0,99	2,83	3 650	-10,82	43,73	34,51 0,84
▲ Molson Coors (TPX.B)	42,39	0,88	2,12	12	-15,98	51,75	40,17 1,23
▲ Jean Coutu (PIC.A)	12,25	0,25	2,08	4 932	27,21	12,39	8,46 2,24
▲ Shoppers Drug Mart (SC)	40,80	0,49	1,22	5 946	3,21	42,53	36,30 1,00
▲ Weston (George) (WN)	66,49	0,69	1,05	552	-13,07	78,03	63,80 1,44
Saputo (SAP)	37,18	0,25	0,68	3 515	-6,06	49,05	34,33 0,76
Couche-Tard (ATD.B)	28,03	0,11	0,39	2 660	3,58	30,76	21,88 0,25
Dollarama (DOL)	34,07	0,08	0,24	884	18,34	34,23	26,07 0,36
Lassonde (LAS.A)	71,99	0,00	0,00	1	23,59	77,50	53,95 1,20
Metro (MRU.A)	45,71	-0,14	-0,31	996	1,13	49,55	42,11 0,77
CONSOMMATION AUTRE	893,19	0,97		-18,43			
▲ Gildan (GIL)	26,98	0,87	3,33	3 967	-4,83	36,47	23,80 0,30
▲ Quebecor (QBR.B)	32,90	0,90	2,81	1 653	-12,55	39,62	26,52 0,20
▲ TVA (TVA.B)	10,25	0,25	2,50	32	-30,22	14,98	9,82 0,00
▲ Dorel (DII.B)	22,91	0,51	2,28	438	-33,59	36,06	21,50 0,60
▲ Groupe Aeroplán (AER)	11,80	0,25	2,16	17 479	-13,68	14,14	11,16 0,60
▲ Magna (MG)	35,50	0,56	1,60	6 071	-31,61	61,65	32,90 0,99
▲ Astral Media (ACM.A)	32,45	0,45	1,41	218	-22,74	42,80	31,92 0,75
▲ Transat (TRZ.B)	7,01	0,09	1,30	5 109	-62,71	19,97	6,81 0,00
▲ Rona (RON)	9,75	0,12	1,25	982	-30,95	15,40	9,50 0,14
Shaw (SJR.B)	21,36	0,16	0,75	4 107	0,05	23,50	19,10 0,92
Uni-Select (UNS)	26,89	0,13	0,49	106	-0,77	29,50	25,10 0,48
Reitmans (RET.A)	14,71	0,02	0,14	642	-21,17	19,98	13,66 0,80
Tim Hortons (TH)	45,29	0,06	0,13	1 619	10,19	48,74	36,73 0,68
BMTC (GBT.A)	22,61	0,01	0,04	72	10,29	24,10	18,51 0,24
Cogeco Câble (CCA)	44,70	-0,31	-0,69	455	8,97	48,44	34,80 0,80
▼ Cogeco (CGO)	39,33	-0,42	-1,06	9	4,91	44,50	29,50 0,56
▼ Le Château (CTU.A)	4,88	-0,22	-4,31	786	-57,57	13,78	4,79 0,32
▼ Yellow Média (YLO)	0,73	-0,04	-5,19	25 108	-88,23	6,46	0,72 0,15
FINANCE	1 531,40	0,83		-8,11			
▲ Sun Life (SLF)	24,80	0,46	1,89	30 078	-17,64	34,39	23,96 1,44
▲ Banque TD (TD)	73,85	1,20	1,65	22 418	-0,54	86,82	70,36 2,72
▲ Banque Scotia (BNS)	51,45	0,68	1,34	20 925	-9,89	61,28	49,13 2,08
▲ Cominar (CUF.U)	21,85	0,26	1,20	1 284	4,90	23,00	20,00 1,44
▲ Banque CIBC (CM)	74,15	0,82	1,12	12 933	-5,34	85,56	67,32 3,60
▲ Banque de Montréal (BMO)	58,53	0,63	1,09	13 982	1,83	63,94	55,09 2,80
▲ IGM Financier (IGM)	43,42	0,43	1,00	1 520	-0,09	51,10	40,27 2,15
Financière Manuvie (MFC)	12,06	0,05	0,42	89 630	-29,68	19,29	11,85 0,52
Banque Laurentienne (LB)	42,89	0,11	0,26	871	-10,76	55,87	38,62 1,68
Power Corporation (POW)	22,08	0,04	0,18	6 737	-20,20	29,50	21,91 1,16
Banque Royale (RY)	46,25	0,05	0,11	25 418	-11,60	61,53	45,89 2,16
Ind. Alliance (IAG)	32,27	0,02	0,06	941	-12,33	42,02	30,30 0,98
Banque Nationale (NA)	69,67	-0,03	-0,04	8 568	1,68	81,98	63,64 2,84
Great-West (GWO)	20,64	-0,02	-0,10	31 807	-21,82	27,85	20,38 1,23
Financière Power (PWF)	25,24	-0,12	-0,47	5 129	-17,87	31,98	25,06 1,40
Brookfield Asset (BAM.A)	27,33	-0,19	-0,69	7 158	-17,68	33,95	26,37 0,52

LA PRESSE AFFAIRES INVESTIR

DENRÉES			
	FERMETURE	VARIATION (%)	
		1 JOUR	1 AN
Blé (\$US/boisseau)	6,89	-1,57	-3,50
Cacao (\$US/livre)	1,29	-0,11	11,16
Café (\$US/livre)	2,73	-0,31	45,52
Mais (\$US/boisseau)	7,09	-3,40	51,15
Soya (\$US/boisseau)	13,81	-0,45	34,72
Sucre (\$US/livre)	0,29	-0,54	26,01

ÉNERGIE			
	FERMETURE	VARIATION (%)	
		1 JOUR	1 AN
Essence (\$US/gallon)	2,74	0,07	38,34
Gaz naturel (\$US/gigajoule)	3,78	2,52	1,14
Mazout (\$US/gallon)	2,94	-0,36	38,36

Source: New York Mercantile Exchange (NYMEX)

MÉTAUX			
	FERMETURE	VARIATION (%)	
		1 J	1 AN
Aluminium (\$US/livre)	1,07	1,53	11,69
Argent (\$US/once)	40,97	1,99	103,70
Cuivre (\$US/livre)	3,97	1,30	14,78
Étain (\$US/livre)	10,66	1,60	6,62
Nickel (\$US/livre)	9,66	2,09	-7,76
Palladium (\$US/once)	727,00	2,36	37,74
Platine (\$US/once)	1 822,00	0,70	17,56
Plomb (\$US/livre)	1,10	-0,19	10,96
Zinc (\$US/livre)	0,99	1,73	1,42

Source: London Metal Exchange

LES OBLIGATIONS					
	COUPON	ÉCHÉANCE	PRIX	REND.	VAR.
LE GOUVERNEMENT DU CANADA					
Canada	10,25	15-03-14	122,78	1,00	-0,19
Canada	9,75	01-06-21	166,65	2,11	-0,65
Canada	8,00	01-06-23	157,85	2,32	-0,70
Canada	8,00	01-06-27	169,82	2,56	-0,75
Canada	5,75	01-06-29	142,66	2,70	-0,73
LES PROVINCES					
Hydro Québec	11,00	15-08-20	161,55	3,05	-0,66
Manitoba	7,75	22-12-25	148,91	3,39	-0,66
New Brunswick	6,00	27-12-17	120,70	2,42	-0,42
Newfoundland	6,15	17-04-28	132,12	3,56	-0,61
Nova Scotia	6,60	01-06-27	135,72	3,60	-0,67
Ontario	6,25	25-08-28	130,89	3,76	-0,61
Ontario Hydro	7,45	31-03-13	110,45	0,61	-0,01
Ontario Hydro	8,50	26-05-25	154,59	3,46	-0,65
Ontario Hydro	8,25	22-06-26	154,11	3,51	-0,67
P E I	8,50	27-10-15	126,47	1,79	-0,32
Québec	6,00	01-10-29	129,58	3,73	-0,64
LES CORPORATIONS					
Bell Canada	7,00	24-09-27	122,45	4,95	-0,52
Bombardier	7,35	22-12-26	101,75	7,15	0,00
Cons Gas	6,10	19-05-28	123,91	4,10	-0,57
Gtaa	6,45	03-12-27	127,14	4,13	-0,29
Investors Gr	6,65	13-12-27	120,65	4,80	-0,52
Wtcoast Éne	6,75	15-12-27	123,72	4,65	-1,76

TAUX D'INTÉRÊT			
	FERMETURE	RENDEMENT SEM. ANNÉE	
CANADA			
Taux d'escompte	1,25	0,00	0,00
Taux préférentiel	3,00	0,00	0,00
Fonds à un jour	1,00	0,00	0,00
Bons du Trésor (3 mois)	0,88	-0,04	-0,01
Obligations (2 ans)	0,94	0,08	-0,52
Obligations (10 ans)	2,19	-0,04	-0,77
ÉTATS-UNIS			
Taux d'escompte	0,75	0,00	0,00
Taux préférentiel	3,25	0,00	0,00
Fed funds	0,25	0,00	0,00
Bons du trésor (3 mois)	0,00	-0,02	-0,14
Obligations (2 ans)	0,20	0,00	-0,33
Obligations (10 ans)	1,99	0,01	-0,76
OR			
New York			
	1 827,50 \$US		
Variation 1 JOUR		+16,90 \$US	
Variation 1 SEM.		-2,30 %	
Variation 1 AN		+46,72 %	

DOLLAR CANADIEN		
EN CENTS US > 12 mois		
	101,48 cUS	
VARIATION		+0,68 c
SOMME REQUISE POUR ACHETER		
Un dollar US		98,54 c
EN EURO > 12 mois		
	0,7409 €	
VARIATION		+0,0045 €
SOMME REQUISE POUR ACHETER		
Un euro		1,3497 \$

LES DEVICES DANS LE MONDE		
Afrique du Sud	1 \$ vaut	7,41 rands
Australie	1 \$ vaut	0,98 dollar
Bésil	1 \$ vaut	1,74 real
Chine	1 \$ vaut	6,49 renminbis
Grande-Bretagne	1 \$ vaut	0,64 livre
Hong-Kong	1 \$ vaut	7,91 dollars
Inde	1 \$ vaut	48,31 roupies
Israël	1 \$ vaut	3,76 n.shekels
Japon	1 \$ vaut	77,95 yens
Liban	1 \$ vaut	1 484,04 livres
Mexique	1 \$ vaut	13,05 pesos
Norvège	1 \$ vaut	5,69 couronnes
Nouvelle-Zélande	1 \$ vaut	1,23 dollar
Russie	1 \$ vaut	30,61 roubles
Suède	1 \$ vaut	6,76 couronnes
Suisse	1 \$ vaut	0,89 franc

Les investisseurs rassurés par les banques françaises

AGENCE FRANCE-PRESSE ET BLOOMBERG
REVUE BOURSIÈRE



PHOTO JEAN-PAUL PELLISSIER, REUTERS

BNP Paribas, deuxième banque de la zone euro, a suscité hier l'affolement à la Bourse de Paris, perdant 10 % dans la matinée avant de finir en progression de 7,20 % à la clôture.

BNP Paribas, deuxième banque de la zone euro, a suscité hier l'affolement à la Bourse de Paris, perdant 10 % dans la matinée avant de finir en progression de 7,20 % à la clôture. À l'origine de la dégringolade temporaire de la première banque française, des propos

prêtés à un cadre anonyme de la banque et rapportés par le *Wall Street Journal*, faisant état de son incapacité à trouver des liquidités en dollars aux États-Unis. BNP Paribas, qui a démenti ces informations, a annoncé son intention de porter plainte « à la suite de la diffusion d'une fausse nouvelle ».

« Les marchés sont extrêmement nerveux, le moindre bruit, le moindre rumeur a des effets négatifs. Et même quand c'est positif, ce n'est pas plus réel », a commenté à l'AFP Gregori Volokhine, responsable du département actions de Meeschaert New York. « Il y a des exagérations, il faut se calmer. »

La nervosité générale est toujours alimentée par la situation en Europe. Des informations sur un possible achat par Pékin d'obligations italiennes avaient poussé Wall Street lundi soir, et les places européennes hier matin, avant que la tendance ne s'inverse en raison d'autres rumeurs indiquant que la Chine ne serait finalement pas prête à acheter de la dette italienne.

Prochain épisode au feuillet de la crise de la dette souveraine européenne: la tenue aujourd'hui d'une téléconférence consacrée à la Grèce réunissant la chancelière allemande Angela Merkel, le premier ministre grec Georges Papandréou et le président français Nicolas Sarkozy. Parmi les facteurs ayant

participé à la bonne tenue de Wall Street, Michael James, de Wedbush Securities, a souligné la vigueur de « trois gros acteurs – Amazon, Apple et Cisco –, qui ont tiré le NASDAQ vers le haut sans actualité particulière ».

Apple a gagné 1,1 %, Amazon 1,37 % et Cisco, dont la direction s'est engagée à faire croître les bénéfices plus vite que le chiffre d'affaires et à prendre de front la concurrence, a dégagé 1,6 %.

Du positif à Toronto
La Bourse de Toronto a également connu une séance positive, la deuxième seulement depuis le début du mois de septembre. L'indice S&P/TSX a clôturé en hausse de 56,65 points (+0,5 %), à 12 205,48, alors que presque tous les secteurs ont progressé.

L'indice affichait pourtant un recul en début de séance, mais le vent a tourné en raison de l'appréciation des prix des matières premières ainsi que de la volonté des investisseurs de profiter des aubaines après les fortes baisses de lundi. Le dollar canadien a fait un gain de 0,68 cent par rapport au billet vert, à 101,48 cents US. Le cours de l'once d'or a gagné 16,80 \$US, à 1830,10 \$US. Quant au baril de pétrole brut, il a terminé la journée à 90,21 \$US, en hausse de 2,02 \$US. L'action de la Banque TD a grimpé de 1,7 %, à 73,85 \$, et celle d'Encana a pris 1,5 %, à 22,68 \$.

Le marché obligataire reste très tendu

RUDY LE COURS

La classe politique européenne tente de calmer les craintes et d'affaiblir la spéculation sur l'insolvabilité imminente de la Grèce. Son premier ministre, George Papandréou, doit avoir aujourd'hui un appel tripartite avec le premier ministre français Nicolas Sarkozy et la chancelière allemande Angela Merkel.

Cette dernière a de nouveau soufflé le chaud et le froid hier matin à la radio allemande. Elle a déclaré qu'un scénario « d'insolvabilité désordonnée de la Grèce » était exclu et qu'il fallait tout faire pour préserver l'ensemble de l'euro-groupe pour « éviter tout effet de domino ». De son côté, l'ex-ministre des Finances, le social-démocrate Peer Steinbrück, a donné une entrevue au respecté magazine *Der Spiegel*. Il y explique que l'intégration économique politique et sociétale de l'Europe profite à l'Allemagne. « Ça signifie que les Allemands devront payer. » Il

a ajouté que « les responsabilités et les dettes devront être partagées ». Les rumeurs voulant que la Chine puisse acheter davantage d'obligations de pays européens ont été ravivées après qu'on a appris que des membres du gouvernement

Les rumeurs voulant que la Chine puisse acheter davantage d'obligations de pays européens ont été ravivées après qu'on a appris que des membres du gouvernement italien se sont entretenus avec leurs homologues chinois, à Rome, au début du mois.

italien se sont entretenus avec leurs homologues chinois, à Rome, au début du mois. Cela n'a pu empêcher le Trésor italien d'éprouver des difficultés à écouler une émission d'obligations venant à terme dans cinq ans, prévue à 7 milliards d'euros. Rome n'en a en fait vendu que 3,9 milliards. Qui plus est, elle a dû consentir un taux de 5,6 %. Le 14

juillet, elle avait pu vendre une émission de même échéance au taux de 4,93 %. À mesure qu'augmente la probabilité d'un défaut de paiement grec (que les prix des swaps de défaillance évaluent à 98 % d'ici décembre), les coûts d'emprunt des autres

pays endettés de la zone euro grimpent. Le rendement d'une obligation italienne venant à échéance en 2021 a augmenté de 16 centièmes hier pour atteindre 5,73 %, en dépit du fait que la Banque centrale européenne achète pareilles obligations sur le marché secondaire depuis le 8 août. On mesure mieux ici les craintes d'un effet domino

soulevées par la chancelière allemande. L'Italie est le pays le plus endetté d'Europe. À hauteur de 1900 milliards d'euros, sa dette est plus élevée que celles de l'Espagne, la Grèce, l'Irlande et le Portugal combinés. La Péninsule doit lever encore 60 milliards d'euros d'ici la fin de l'année pour boucler son budget et renouveler de la dette arrivée à maturité.

Aux États-Unis
Les attaques spéculatives contre la zone euro contrastent avec ce qui se passe de ce côté-ci de l'Atlantique. Hier, les États-Unis ont dévoilé que le déficit budgétaire pour le seul mois d'août s'est établi à 134,15 milliards de dollars, soit 48 % qu'en août 2010. Qu'à cela ne tienne, ils ont écoulé 21 milliards en Treasuries venant à échéance en 2021 en consentant un taux de 2,0 % seulement. Lundi, ils ont écoulé 32 milliards de Treasuries venant à terme en 2014 en accordant un taux de 0,334 %

seulement. Aujourd'hui, ils mettront aux enchères 13 milliards qui viendront à terme en 2041. Ils devraient s'en tirer avec un taux avoisinant les 3,25 %. « Compte tenu des perspectives de croissance peu lumineuses aux États-Unis et des indices grandissants d'un ralentissement plus inquiétant en Europe et au Royaume-Uni, nous pensons que toute remontée des taux américains sera limitée, a écrit hier Eric Green, stratège américain chez TD. Nous pensons même que nous n'avons pas touché encore le creux des rendements. » Les taux canadiens évoluent dans la mouvance américaine, ce qui permet aux provinces d'emprunter avantageusement, même si elles doivent consentir des écarts grandissants par rapport aux obligations canadiennes de même échéance. Ainsi, le Québec a pu lever 500 millions, la semaine dernière, en obligations de 10 ans pour lesquelles les acheteurs se sont contentés de 3,311 %.

Les BRICS discuteront d'une aide à l'Europe

AGENCE FRANCE-PRESSE

BRASILIA — Les grands pays émergents des BRICS (Brésil, Russie, Inde, Chine, Afrique du Sud) discuteront la semaine prochaine de la possibilité de venir en aide à l'Union européenne engluée dans la crise de la dette, a indiqué

hier le ministre brésilien des Finances, Guido Mantega. « Les BRICS se réuniront la semaine prochaine à Washington et nous allons discuter pour savoir comment aider l'Union européenne à sortir de cette situation », a dit M. Mantega à la presse sans donner plus de détails.

Le ministre brésilien se rend la semaine prochaine à Washington pour participer à la réunion du Fonds monétaire international (FMI), a précisé à l'AFP une porte-parole du ministère des Finances. Une réunion des BRICS est prévue le 22 septembre. Les grands pays émergents

tenteront de préparer une action commune pour aider l'économie mondiale et la stabilisation des marchés, a indiqué le quotidien économique *Valor* sans citer de sources dans un article daté de Bâle où se réunissent actuellement les présidents des banques centrales.

Valor affirme que l'une des idées étudiées serait d'augmenter les réserves internationales des pays émergents en titres libellés en euros. Mais ces acquisitions seraient limitées aux titres des pays les plus solides comme l'Allemagne, selon le quotidien économique.

